



libertaire

LE MONDE

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 97 • Janvier 1964 • I F. • Algérie : 1,15 F.

UNITÉ D'ACTION OU UNITÉ ORGANIQUE ?

APRÈS UN CONGRÈS OU...

SI VERSAILLES M'ÉTAIT CONTÉ

RÉVOLTE A LA MARTINIQUE

HONGRIE 1963

LE VICAIRE



MARTINIQUE-UNIVERSITE :
POUR RESOUDRE CES DEUX PROBLEMES L'ETAT A CHOISI LA MEME METHODE

A nos lecteurs

Il existe trop de liens entre ceux qui nous lisent et nous pour que nous leur taisions nos difficultés et ce qu'elles nous contraignent à envisager.

Nous savons le soutien des amis du « Monde Libertaire », la participation de nombre d'entre eux à la souscription permanente, et d'aucuns pourraient s'étonner de nos soucis monétaires.

Qu'ils sachent qu'un journal comme le nôtre est un luxe quand la Liberté l'est aussi.

Même en réduisant nos dépenses au minimum, même en disposant d'une rédaction intégralement bénévole, même en tenant compte du soutien de nos militants dans toutes les tâches matérielles et administratives, nos difficultés augmentent de jour en jour, en raison de la hausse constante des frais qu'occasionne la parution d'un périodique.

Que l'on considère que tous les journaux n'appartiennent pas à la grande presse, et ne disposant pas

des subsides de la publicité officielle ou occulte, sont pour la plupart disparus, que les organes des minorités politiques n'existent plus et que, lorsque le nôtre poursuit sa carrière, ce n'est que grâce aux efforts de tous : lecteurs comme militants, administrateurs ou rédacteurs.

Si, dans la disparition quasi-totale de tous les brûlots, « Le Monde Libertaire » paraît toujours, c'est qu'il répond à un besoin, c'est que les anarchistes veulent se faire entendre en dépit de tout, c'est qu'ils veulent un organe pour crier leur indignation devant tous les dénis de justice, pour hurler leur révolte à la face des fascismes notoires ou larvés, pour dénoncer les démocraties complices et les dictatures du peuple ! Si notre journal est toujours vivant c'est aussi en raison de ce que les anarchistes comptent de sympathies et de résonances parmi les hommes libres qui y trouvent espoir et réconfort.

Cependant, malgré notre profond désir d'accomplir la mission dont nous nous sentons chargés par tous nos amis connus et inconnus, les exigences matérielles nous obligent, ou à réduire notre parution (huit pages au lieu de douze) ou à augmenter le prix de notre journal (un franc cinquante le numéro) ou enfin à nous adresser encore une fois à vous pour une tâche concrète :

Nous procurer parmi vos amis, parmi vos collègues, parmi vos voisins, parmi tous les hommes et toutes les femmes aspirant à la liberté, de nouveaux abonnés à notre journal.

Egalement, si vous le pouvez, de vous charger de sa diffusion soit en le plaçant à des amis, soit en le vendant à la criée.

De plus, de ne pas oublier notre librairie, de la faire connaître autour de vous, en rappelant que nous fournissons livres et disques de toute nature et de tout caractère.

Enfin de verser et de faire verser à notre souscription permanente, en comprenant bien que c'est à ce prix que nous pouvons paraître.

Faut-il spécifier que tout envoi, quelle que soit son importance, sera le bienvenu et que nous vous en remercions d'avance d'un même cœur, fidèles à notre formule « de chacun selon ses moyens » qui constitue la véritable égalité.

Nous savons que cet appel ne vous sera pas adressé en vain, nous savons que, comme nous, vous repousserez les solutions d'une diminution des pages ou de l'augmentation du numéro, nous savons que si « Le Monde Libertaire » est financièrement un luxe, il est pour vous une nécessité, nous savons que vous ressentiez, comme nous, l'impérieux besoin d'un organe libre dans une époque de servilité et que c'est au prix de la survie du nôtre qu'il nous est permis de ne pas désespérer de l'avenir des hommes.

D'AVANCE MERCI !

FP2520

LES THÈSES CHINOISES

« Controverser les thèses chinoises actuelles, c'est retarder la révolution. » Voilà la seule explication donnée par certains propagandistes plus ou moins marxistes (on ne sait plus lesquels le sont et lesquels ne le sont plus, le marxisme, comme l'évangile, s'adapte à tous). Aussi devons-nous poser la question : « Quelle révolution désirent ces militants, la Chine ne pouvant être montrée en exemple? » Ceux-là nous disent encore : « Les masses doivent croire à quelque chose, à quelque'un, autrement elles ne marchent pas ». Voilà la grande excuse donnée, les grands mots lâchés. Mais derrière cette formule, il existe un secret désir, c'est qu'une fois leur révolution faite (la leur), les habitudes étant prises, la masse n'aura qu'à continuer à croire, à obéir, à subir, sans discuter l'autorité du Parti installé à la tête de l'Etat. Ce Parti étant représenté au sommet par une poignée d'individus, ex-dirigeants de la Révolution, qui se disputent bien de temps en temps entre eux, mais ne se tromperont jamais. La technocratie prenant la relève de l'autorité première continuera à faire subir aux masses son dirigisme outrancier, ce qui fait que, une fois de plus, le peuple aura été trompé.

Il y a peu de temps encore, pour beaucoup d'ouvriers, l'avenir ne pouvait être vu qu'à travers Staline. Depuis, ce mythe s'est effondré : la nécessité de la construction de la puissante Russie pouvait se passer de la terreur, cela, les plus crédules des militants l'ont compris. Les Russes donnent des excuses à leur terrorisme totalitaire : l'effondrement économique après la Révolution, les interventions étrangères contre le régime, tout cela était vrai. Aujourd'hui, le mythe chinois cherche à venir en remplacement. Cependant nous savons tous que l'émancipation totale des êtres humains ne pourra jamais venir que d'eux-mêmes, pourquoi commencer par les mystifier?

Les travailleurs aujourd'hui se méfient de toute propagande révolutionnaire d'où qu'elle vienne, et les communistes chinois ne pouvant guère donner d'excuse à leur despotisme, leurs thèses révolutionnaires n'ont guère de chances d'être approuvées par la masse des Français.

Aujourd'hui en Chine, comme auparavant en Russie, le peuple est en train de payer le développement économique accéléré à n'importe quel prix, par la dictature du Parti. Le touriste ne voit que ce qui lui est montré, rarement ce qui se cache derrière la façade vernie du socialisme chinois. Pour les théoriciens du régime, on va vers le Paradis. La vie privée n'a plus de problème, même l'amour ! Simone de Beauvoir nous dit que c'est en Chine que l'aliénation de la femme a disparu. L'ordre est libéré, tout est harmonie.

Cependant, rappelons-nous la période récente des « cent fleurs ». Durant quelques semaines, le Parti suscita les critiques « pour voir et comprendre si l'on pouvait faire mieux », et ce qui devait arriver arriva : arrestations et massacres en masse. La fin de la lettre du professeur Yang-Shih-chan adressée à Mao le 17 mai 1957 en fait foi :

« Nous avons appliqué des méthodes de châtiment pour les intellectuels que des paysans auraient refusé d'appliquer à leurs exploités féodaux et les ouvriers à leurs employeurs capitalistes. Durant la campagne de réforme sociale, d'innombrables intellectuels ne pouvant supporter les tortures de l'esprit et les humiliations auxquelles ils étaient exposés pendant cette lutte, s'étaient donné la mort en sautant du haut des immeubles, en se jetant dans les fleuves, en prenant du poison, en se coupant la gorge, etc. Pas de quartier pour les vieillards, pas de pardon pour les femmes enceintes... En comparant notre forme de massacre à celle des fascistes d'Auschwitz, cette dernière semble plus grossière et plus puérile, mais en fin de compte plus prompte et plus bienveillante. Si, comme on dit, le « camarade » Staline n'a pas échappé au jugement de l'Histoire pour les crimes commis contre ses camarades, j'estime que notre Parti, lui aussi, devra être condamné pour le massacre de tant d'intellectuels qui pourtant s'étaient déjà soumis. Le massacre des intellectuels par notre Parti et l'enterrement massif de « lettrés » vivants par le tyran Ch'in Shih-huang demeureront comme deux stigmates indélébiles dans l'histoire de la Chine. »

Relisons aussi ce qu'a déclaré, lors d'un débat organisé le 10 juin 1957, Chang Po-cheng, professeur d'école normale, dirigeant de la section propagande de la ligue des jeunesses communistes :

« Il n'y a pas eu de démocratie socialisée dans les armées qui subviennent la libération. Ce qui subsiste de la démocratie n'est que pure forme, et pas même la pseudo-démocratie des pays capitalistes. »

Le régime de Pékin est nationaliste et dépasse à ce point de vue celui de Formose, l'annexion du Tibet en est un exemple. Il est nationaliste-socialiste ou communiste, et utilise pour cela tous les moyens à sa disposition, même ceux des Chinois « capitalistes » installés dans divers pays. Chou En-lai a déjà affirmé le plus cyniquement du monde, qu'une fois devenue grande puissance, les lauriers ne seraient pas partagés. Mao est un chef d'armée, qui a gagné des batailles militaires. Par lui, l'armée fut l'élément

moteur du Parti et de l'Etat. Un titre de maréchal suprême a été créé à son intention. Il existe dix maréchaux en Chine. D'anciens chefs d'armées de Tchang Kai-shek occupent de hautes fonctions dans des organisations communistes ou dans l'armée populaire.

La politique chinoise est pleine de finesses et de roueries. Voici le programme définitif annoncé de Mao Tsé-toung.

« La dictature démocratique populaire de la Chine est le pouvoir d'Etat du front uni de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la petite bourgeoisie, de la bourgeoisie nationale et des autres éléments démocratiques de Chine. »

Quelle duplicité dans les actes et les paroles.

Le but final que cherchent les révolutionnaires est l'émancipation totale de l'homme. Mais si une révolution impose une ligne de conduite si peu inspirée du but final, les politiciens à la tête du mouvement trahissent ce qui avait inspiré la révolution. L'idéalisme et la pratique révolutionnaire semblent un mystère pour les propagandistes et partisans des thèses chinoises. Le fait d'adhérer à un mouvement révolutionnaire doit déjà être en soi l'accomplissement de la révolution. Le souffle de la révolution doit être le prélude du monde nouveau. Sans cette prise de conscience individuelle qui interdit tout écart dans l'activité révolutionnaire, on ne saurait attendre le but final « l'émancipation totale de l'homme ».

Hegel a exposé mieux que personne cette éthique révolutionnaire « Une fin ne pouvant être atteinte par un moyen que si le moyen est lui-même et par avance imprégné de la nature propre à la fin. La fin doit déjà être accomplie et réalisée dans le moyen même et celui-ci doit posséder la nature de la fin pour pouvoir l'atteindre. C'est pourquoi la fin n'est pas une réalisation à l'aide d'un moyen, mais elle est déjà réalisée dans le moyen même ». L'échec des révolutions marxistes semble donner raison aux anarchistes qui les considèrent bien éloignées du but qu'elles se proposaient d'atteindre. Mystifier le peuple une fois de plus n'est pas nécessaire, cela est même nuisible si l'on veut sincèrement « l'émancipation totale de l'homme ».

Contrairement à ce que pensent les intellectuels marxistes chinois, ne pas les approuver inconsciemment, ne pas faire chorus avec leurs propagandistes, n'est pas du tout justifier la politique réactionnaire des impérialistes ou des krouchéviens, c'est tout simplement avoir une autre optique du chemin à parcourir vers le but à atteindre.

Gilbert LEGROS.

«Rivarol» contre Lecoin

D'une part, le journal «Rivarol» dit : « Nous avons sauvé Lecoin, lui ne s'occupe que des déserteurs ». D'autre part, Lecoin répond : « Pas du tout, j'ai pris position pour l'amnistie de Pétain et consorts. Voir Défense de l'Homme numéro 3. » De nouveau «Rivarol» : « Nous aussi nous sommes pour l'amnistie de tous les emprisonnés. »

Que se passe-t-il ? Que signifie cette querelle à laquelle est mêlé le « Monde Libertaire », où il est partout question d'anarchistes ?

Habituellement ils le sont aux polémiques et aux procès politiques, les gens de «Rivarol» ont représentés ici par Lardenois (avec un Y, comme dans Roy, c'est lui qui précise l'orthographe), ne pouvant pas ignorer les positions prises par Lecoin en faveur d'une amnistie générale. Est-ce par goût de la provocation, ou bien tout simplement pour faire parler d'eux ? En tout cas, il semble que «Rivarol» appelle au secours, n'étant pas assez écroulé pour pouvoir faire libérer ses troupes actuellement en prison. Leurs deux articles se résument à ceci : « On voudrait bien que Lecoin s'occupe un peu de nous aussi. S'il ne le fait pas, c'est un salaud, voyez comme nous on lui a rendu service ».

Messieurs, un peu de pudeur. Essayez, comme moi, d'imaginer ce brave Lecoin, avec son bon cœur, poussé par de chevaleresques sentiments à faire la grève de la faim pour ceux qui se sont engraissés pendant deux cents ans en faisant suer le burnous. Poussé par sa générosité à intervenir auprès des Pouvoirs publics pour améliorer le sort de Salan, abominablement cloîtré dans son appartement de la Santé ou d'ailleurs, obligé de donner ses ordres par téléphone. (On sait comment cet appareil est peu sûr de nos jours...)

Je suis sûr que Lecoin, avec sa grande bonté et toute sa mansuétude, s'est interrogé sur le sort des soldats perdus, ceux qui, pourchassant l'ennemi jusque dans les hôpitaux, instaurant les glorieuses ratonnades à Paris, comme jadis les pogroms, n'ont fait que défendre la patrie. Je suis sûr que le cœur de Lecoin saigne de ne pouvoir défendre les patriotes de l'Algérie française. Seulement voilà. En 1941, le Pouvoir était assez pour les rédacteurs de « Je suis partout ». Eux seuls pouvaient parler, l'opposition étant au maquis, au cimetière, ou en prison. Tandis qu'aujourd'hui, rien de vous empêche de vous défendre. Et il semble que le Pouvoir soit moins sympathisant à « Liberté » qu'il ne l'était jadis à « Je suis partout ».

Nous aimons tous beaucoup «Rivarol» et ses satellites. Malheureusement, il leur manque une chose essentielle, comme nous le disions plus haut : la pudeur. Lorsque M. Bardèche écrit dans « Défense de l'Occident » ces mots : « Je suis un écrivain fasciste », il manque de tact. Car, en fait, il se vante ainsi d'avoir échappé au procès de Nuremberg, sur les bancs duquel il aurait dû prendre place, son affirmation le faisant complice de la mort de plus de cinq millions de personnes dans les camps de la mort. De même, en défendant les emprisonnés de l'OAS, Lecoin se ferait le complice d'atrocités égales à celles des nazis. Que l'on se souvienne des pauvres pieds-noirs chantant la « Marseillaise » autour d'un Arabe préablement allumé à l'essence. Comment diable voulez-vous que Lecoin puisse faire quelque chose s'il se met à défendre les bourreaux après avoir pris fait et cause pour les victimes ?

Bien sûr, direz-vous, « bourreau » est un bien grand mot. Après tout, les patriotes et les rédacteurs de « Je suis partout » ne sont coupables que de quelques fours crématrices. Et puis, ce n'était que des Juifs, des ratons, des nègres ou des communistes... Et la patrie excuse tout. « Algérie française », voilà des patriotes. « Algérie algérienne », ce n'est pas bien sûr du patriotisme, puisque vous étiez contre. (C'en était, malheureusement !)

Pour terminer, permettez-moi de rappeler la conclusion du film « Octobre à Paris » :

« Qu'est-ce qu'il faut donc encore pour que tout le monde comprenne que tout le monde est un Youpin, tout le monde un Bicot ! tout le monde ! » Sauf, naturellement, l'équipe de «Rivarol». Eux, ce sont des êtres humains...

J. R.

A rebrousse-poil par P.-V BERTHIER

UN PAPE MARTYR

Quand, à l'issue d'un voyage céleste dont Mgr Dupanloup traça jadis les voies, parallèles à celles de la Providence, notre pape-pèlerin atterrira en Palestine, je pense que le porte-parole du peuple israélien l'accueillera en ces termes :

« O, saint Père Paul VI, nous te saluons, mais en toi nous saluons surtout, avec joie, avec reconnaissance ton prédécesseur entre tous bœni des Juifs, le très vénéré et très bénoit Pie XII, celui qui en son cœur chaque Juif nomme « le Vicaire », et que nous admirâmes pour sa grandeur, pour sa noblesse et pour son intrépidité.

» Comment pourrions-nous oublier, nous les Juifs, l'attitude sublime de ce pasteur à qui nous devons tant ?

» C'était en des temps infernaux, où l'Europe était à feu et à sang. Un despote sanguinaire, qui l'avait submergé de sa soldatesque, fit arrêter des millions de Juifs, les achemina vers son pays dans des convois atroces et entreprit de les exterminer. Ces innombrables innocents désarmés étaient promis aux fours crématrices, et déjà l'odieuse massacre commençait, quand soudain...

» Oui, soudain, face au Sicaire se dressa le Vicaire ; face au Reître se dressa le Prêtre. Devant le Führer en

furieux on vit — ce fut une illumination ! — s'avancer l'Agneau Très Doux. Et ce divin monarque, d'une voix que le monde entier répercutait, dénonça le crime, exigea notre grâce : « Ne le tuez pas ! Dieu même vous l'interdit. Ils ont beau être des Juifs, étrangers au troupeau d'âmes » dont Jésus m'a confié la charge, je ne peux pas permettre une aussi horrible abomination ! »

» Toute la terre trembla, le national-socialisme chancela sur ses bases. La croix du Christ allait enfin ouvrir la croisade contre la croix gammée impie !

» On sait la suite. L'infortuné Pie XII fut appréhendé par les SS, comme autrefois son prédécesseur Pie VII l'avait été, lui, par les sbires napoléoniens. Il fut emmené en déportation ainsi qu'un vulgaire Daladier, Blum ou Paul Reynaud, ces profanes, ces laïcs. Mais il continuait de protester témérairement, en apôtre qui ne redoute que l'au-Delà et la justice de son Dieu ; alors ces brutes le firent mourir... comme certains de nos coupables ancêtres, dit-on, firent jadis mourir le Christ.

» Ainsi Pie XII se sacrifia, acceptant le martyre. Il y avait bien longtemps que l'Eglise n'avait pu inscrire un pape martyr dans la liste de ses

pontifes. Pie XII eut le sort de saint Pierre.

» Mais le coup avait porté. Leurs desseins ainsi dévoilés à la face de l'univers, les effroyables assassins n'avaient pu achever leur crime. Ils durent fermer les camps, étendre les fours, libérer les Juifs. Pie XII, le Vicaire, nous avait sauvés !

» Aussi lui en sommes-nous à jamais reconnaissants. O Paul VI, tu essaies d'unir dans l'œcuménisme, par la conciliation, les différentes Eglises chrétiennes. Ton prédécesseur Pie XII a, lui, par son sacrifice, comblé le fossé qui séparait le judaïsme du christianisme. Il a montré à Hitler que pour Jésus, il n'y avait ni sémites ni aryens. Nous avons compris à notre tour qu'il ne doit y avoir sur terre ni goïms ni Juifs, mais seulement des hommes prêts à s'entraider dans le malheur.

» Gloire à toi, ô Paul VI, en hommage éternelle et en signe de gratitude éternelle à Pie XII, sauveur des Juifs, messie authentique, notre Vicaire bien-aimé.

» Voilà le genre de prière qu'il fera bon pour notre pape entendre à son atterrissage en Israël. Et voilà qui clouera le bec à tous les Rolf Hochhuth de la création.

P.-V. BERTHIER.

VII. - DU REFUS D'ORGANISATION

par Maurice FAYOLLE

Dans un précédent article (1), j'ai montré que l'une des faiblesses de l'anarchisme résidait dans son inaptitude à s'organiser sur des bases solides et sérieuses.

D'où vient cette méfiance, pour ne pas dire cette répulsion, de nombreux camarades devant tout ce qui peut ressembler à des structures organisationnelles ? Il me semble évident qu'un tel refus trouve sa source, non pas dans la revendication fondamentale de l'anarchisme, la Liberté (car la liberté sans organisation ne saurait être que celle de la jungle), mais dans l'extrapolation que les individualistes ont dérivée de cette revendication en lui conférant le caractère d'une négation de la société elle-même. Née dans le ferment révolutionnaire que secrètent les luttes politico-sociales du XIX^e siècle, la théorie individualiste projeta la révolte au-delà d'une opposition de classes en dressant l'individu contre la Société. Exprimée avec lyrisme par Frédéric Nietzsche, cette conception trouve son véritable théoricien avec Max Stirner.

D'une rigoureuse logique dans sa partie critique, la théorie individualiste ne pouvait cependant déboucher sur aucune solution constructive, car elle se heurtait à cette réalité fondamentale : l'homme est un animal social. Insurrection justifiée de l'individu contre les abusives exigences des sociétés autoritaires, la révolte individualiste trouve ses règles et ses limites dans le cadre étroit d'une attitude de défense contre le milieu : elle ne peut — et ne veut — se prolonger dans l'acte révolutionnaire. Quant à ceux qui voulaient aller au-delà, on sait ce qu'il en advint : ils versèrent dans le banditisme. Et c'est la seule issue qu'offre la théorie individualiste à ceux qui veulent passer d'une position défensive à une action offensive.

En raison même de l'impasse où elle aboutissait, la théorie individualiste fit peu de véritables adeptes. Mais ses conceptions s'infiltrèrent insidieusement dans tout le mouvement anarchiste et imprégnèrent des générations de militants sous une méfiance contre toutes formes de structures organisationnelles. Or ces militants n'étaient pas des individualistes, mais, tout au contraire se

proclamaient révolutionnaires ; d'où une persistante confusion et une vaine recherche dans nos milieux d'un type d'organisation véritablement « anarchiste », parce que dépourvue de structures. Ainsi, des camarades de parfaite bonne foi poursuivirent-ils avec une admirable et vaine obstination l'inaccessible chimère du mariage de la carpe et du lapin.

Quelle est cette « organisation » dépourvue de structure que nous proposons ces camarades ? Le principe en est simple : à la base est, non pas l'adhérent mais l'individu, unité autonome et indépendante. Cet individu s'associe — ou non — avec d'autres pour former des groupes, mais, au sein de ceux-ci, il demeure autonome et indépendant. La Liberté est donc totale et aucune obligation d'aucune sorte n'existe à aucun degré. Les groupes ainsi constitués et les individualités qui, par un souci extrême de préserver leur indépendance, se refusent à adhérer à un groupe, se réunissent néanmoins en Congrès. Mais ces Congrès ont ceci d'original que ce ne sont pas des réunions où l'on prend des décisions mais des lieux de rencontre où ont lieu seulement des confrontations. Il en résulte qu'on ne nomme pas une organisation central pour exécuter des directives — puisque les Congrès ne sont pas habilités à en prendre — mais un simple bureau chargé d'assurer la liaison et la correspondance entre les groupes et les individualités. Dans de telles réunions, tout vote est exclu, le Congrès se refusant à faire un choix entre les diverses thèses. Par conséquent, il n'existe ni majorité, ni minorité, au moins sous une forme arithmétique. Il en résulte que l'unanimité est requise, hors laquelle le Congrès refuse de se prononcer.

Une telle formule paraît, de prime abord, séduisante. Ses partisans affirment avec beaucoup de conviction qu'elle est la seule authentiquement anarchiste. Puisqu'elle laisse à chacun, groupe ou individualité, la plus complète liberté ; puisque la règle d'unanimité interdit à une majorité d'imposer sa loi à une minorité ; puisque, enfin, le refus du choix collectif laisse finalement à chacun la possibilité de se déterminer lui-même. Tout cela est bien évident et je n'aurais garde de le nier. Je reconnais

même très volontiers qu'une telle forme « d'organisation » représente le type idéal pour une association de joueurs de pétanque ou de pêcheurs à la ligne.

Soyons sérieux. Constatons d'abord que les véritables individualistes — dont E. Armand fut, jusqu'à sa mort récente, le plus parfait représentant — se refusent à entrer dans une organisation quelconque, serait-elle aussi peu contraignante que celle décrite ci-dessus. Pour eux, le simple fait de donner leur adhésion, même s'ils ne reçoivent pas une carte en retour, à un groupement collectif, constitue le début d'un embrigadement ; le simple fait de devoir verser une cotisation régulière, même si aucun timbre ne la sanctionne, représente le commencement d'une obligation ; le simple fait de devoir, même très faiblement, tenir compte des opinions des autres adhérents, apparaît comme le dangereux prémisses d'une discipline ; toutes choses qu'ils repoussent avec horreur comme incompatibles avec la liberté de l'individu. Ils se placent ainsi, comme l'exprimait si bien le titre de l'une des publications d'Armand : « en dehors ». C'est leur droit et ce sera le devoir d'une société libertaire de leur garantir le mode de vie de leur choix.

Deuxième constatation : si les individualistes sont parfaitement logiques dans leur refus d'adhérer à toute espèce de groupement collectif, ceux qui, parmi les anarchistes, veulent une organisation, mais conçue de telle sorte qu'elle n'impose aucune obligation, aucune contrainte, aucune discipline, sont, eux, tout aussi illogiques. Cela pour la simple raison qu'un tel type d'organisation ne peut avoir d'autre nom que celui-ci : c'est un décor de théâtre derrière lequel on ne trouve que le vide. J'affirme une fois de plus qu'il ne peut exister aucune espèce d'organisation qui soit dépourvue de structures. Qu'on veuille bien méditer sur cette évidence : une société libertaire pourrait modifier profondément les normes de l'habitat en fonction d'une nouvelle éthique sociale : en aucun cas, elle ne pourrait ignorer les lois fondamentales de l'architecture. Des lois qui veulent qu'un édifice se construise nécessairement sur une ossature de base : fondations ou armature de béton. De même, une organisation

doit reposer sur des structures. Ceci admis, il reste bien entendu que la construction — que l'organisation libertaire doit avoir un caractère différent d'une organisation autoritaire.

Car, troisième constatation, et les individualistes ont parfaitement raison sur ce point), tout groupement collectif impose à ses membres une certaine contrainte. Ainsi, pour reprendre la comparaison précédente, l'usage d'un habitat impose à son occupant « l'obligation » de le réintégrer chaque soir — au lieu de la « liberté » du chemin de coucher là où la nuit le surprend. Je comprends le souci de certains camarades de se préserver de tous risques d'embrigadement, de centralisme et d'autoritarisme. Je comprends, moins qu'ils se refusent à admettre cette évidence : que toute véritable organisation impose des limites à la liberté individuelle en exigeant de chacun de ses membres l'observation d'une certaine discipline collective — hors de laquelle il n'y a pas ou il n'y a plus d'organisation. Dans un précédent article (2), j'ai développé ce thème que la société, non pas parfaite (il n'en existe et n'en existera jamais), mais acceptable sera celle qui parviendra à réaliser le meilleur équilibre possible entre l'exigence de liberté des individus et l'exigence de discipline qu'implique toute vie collective.

Or ce qui est vrai pour l'organisation sociale l'est également pour celle d'un mouvement. Je persiste donc à affirmer qu'il est certains principes organisationnels qu'on ne peut méconnaître et en l'absence desquels aucune organisation n'est valable. C'est à partir de ces bases que se déploie un large éventail de structures qui vont du centralisme autoritaire au fédéralisme libertaire.

Dans cette optique, le problème n'est pas de rechercher l'impossible solution de la quadrature du cercle — une organisation... inorganisée ! — mais de définir les structures d'une organisation libertaire qui concilie la liberté nécessaire de chacun avec la discipline indispensable de l'ensemble. Ce sera l'objet d'un prochain article.

(1) Grandeur et Faiblesse de l'Anarchisme.

(2) L'Ordre et la Liberté.

SUR LA DÉFINITION DE L'ÉTAT

CHACUN sait que la notion d'Etat est une des bases fondamentales de la critique anarchiste de la société.

De tout temps ce problème a été crucial et toutes les écoles philosophiques, religieuses, ou politiques se sont donné comme un de leurs buts une définition de l'Etat ou du moins une justification.

En fait, toutes ces écoles se sont heurtées au même obstacle : l'analyse dans un lieu donné et dans un temps donné. Une seule théorie semble avoir saisi la nécessité d'une analyse historique et géographique, c'est la doctrine marxiste. Mais la présence d'un Etat marxiste démontre que la faille n'est plus ici dans le passé mais l'avenir.

Au cours d'une série d'articles qui paraîtront régulièrement dans « Le Monde Libertaire », nous allons aborder l'ensemble de ces problèmes en commençant par le marxisme. Aussi dans ce premier article n'avons-nous pas l'intention d'épuiser le sujet. Nous nous bornerons à montrer la contradiction philosophique du système marxiste. Notre deuxième article révélera les justifications marxistes ou « pseudo-marxistes » de l'Etat marxiste.

A PROPOS DE LA DEFINITION MARXISTE DE L'ETAT

Ouvrons le dictionnaire philosophique de P. Rosenthal et Lodiine (Editions en langues étrangères, Moscou 1955), nous y trouvons trois articles concernant l'Etat. Tout d'abord le mot Etat analysé seul, une analyse de l'Etat et la Révolution (Lénine) et enfin un article intitulé : Etat socialiste. Vu l'ouvrage, les thèses développées doivent être forcément marxistes, ou du moins si nous en croyons les détracteurs de Kroutchev, des thèses représentant le courant moderne du marxisme léninisme.

Tout d'abord notons les contradictions : le début de l'article sur l'Etat et le fait d'analyser plus loin le terme

Etat socialiste semble relever d'un paradoxe. En effet, tout de suite, est donnée une définition qui semble sans appel :

ETAT : Organisation politique de la classe économiquement dominante, qui a pour but de sauvegarder le régime économique existant et de réprimer la résistance des autres classes. « L'Etat, c'est une machine destinée à maintenir la domination d'une classe sur une autre (Lénine « De l'Etat »). »

La question se pose alors : dans une société socialiste, c'est-à-dire une société où, théoriquement, toute propriété privée des moyens de production est abolie, c'est-à-dire une société sans classe, l'Etat socialiste est l'organe de domination de répression

de quelle classe ? Car en effet il faut qu'il y ait domination et répression de classe puisque l'essence même de l'Etat nous est ainsi présentée. Domination du prolétariat sur la bourgeoisie ? Impossible, puisque la bourgeoisie n'existe plus, n'ayant plus les attributs qui font d'elle la bourgeoisie. La question reste posée donc de savoir qui opprime et qui est opprimé dans l'Etat socialiste.

Peut-être que l'article sur ce sujet nous éclairera. Voyons, notons tout de suite l'affirmation que c'est un Etat :

ETAT SOCIALISTE : Type d'Etat nouveau créé pour la première fois par la classe ouvrière de l'U.R.S.S. Arrivons enfin à la réponse que nous cherchons :

L'Etat socialiste est un « état démocratique d'une MANIERE NOUVELLE (pour les prolétaires et les non possédants en général) et DICTATORIAL D'UNE MANIERE NOUVELLE (contre la bourgeoisie) ».

Ainsi l'Etat socialiste est donc l'instrument de la domination du prolétariat sur la bourgeoisie. Or, Marx nous dit :

L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour condition essentielle l'accumulation de la richesse aux mains de particuliers, la formation et l'accroissement du capital (Manifeste du Parti Communiste).

La bourgeoisie ainsi définie par Marx a cessé d'exister en U.R.S.S. Donc l'axiome premier d'Etat socialiste, instrument de domination du prolétariat sur la bourgeoisie, est un non-sens en lui-même. Non-sens que

les marxistes ont compris puisqu'ils font intervenir la notion de « protection ».

« La fonction de répression militaire à l'intérieur du pays a disparu puisque l'exploitation a été supprimée et que les exploités n'existent plus. La fonction de répression a fait place à celle de protection de la société socialiste contre les voleurs et les dilapidateurs du bien public. »

Voilà notre Etat socialiste qui ne joue plus que le rôle de gendarme, du rôle économique du prolétariat il n'en est plus question, ni non plus d'ailleurs de la défunte bourgeoisie.

A croire que l'U.R.S.S. n'est peuplée que de voleurs et de corrupteurs, car, enfin, consacrer un si important budget à ce rôle me semble aller au-delà du but à atteindre.

En fait, la contradiction est bel et bien là. L'Etat a bien un rôle de domination et d'exploitation, et quelles que soient les modifications à la première définition, elles ne peuvent qu'estomper certains aspects, mais le fond n'en demeure pas moins certain. S'il y a Etat, il y a exploitation, donc classe sociale. Prétendre le contraire serait ouvrir la voie aux théories réformistes et s'acheminer vers l'intégration du travail aux organismes d'exploitation dans le but « d'une gestion équilibrée des biens publics et bien entendu par public, il faut entendre privé ».

Nous ne chercherons pas ici à étendre le débat et volontairement nous nous abstenons de résoudre ce problème qui fera l'objet d'un nouveau développement.

(A suivre.)

JULIEN STERN.

UN MOIS EN HONGRIE

Cette page est présentée par le groupe
Les Amis du « Monde Libertaire ».

Dans le compte rendu que nous donnons ici de notre séjour en Hongrie, pendant les vacances de l'été 1963, on ne trouvera pas de statistiques de production, de consommation, etc. Nous nous sommes attachés à observer un peuple dans sa vie quotidienne. Car, finalement, ce qui importe, c'est de savoir quels sont les rapports nouveaux entre les hommes que peuvent créer les structures d'une société donnée, en l'occurrence : un régime communiste-marxiste, et de savoir, surtout, si les gens vivent heureux sous le régime.

A vrai dire, il n'est pas facile de se faire une opinion exacte. En effet, les réponses aux questions posées dépendent forcément de la personne à qui elles sont posées. Imaginons les difficultés que pourrait éprouver un étranger s'il voulait connaître le degré de bonheur qu'éprouvent les Français à vivre sous le régime de De Gaulle. Selon qu'il s'adressera à des communistes, à des socialistes, à des gens de l'U.N.R., etc., les réponses seront bien différentes ! Cependant, et avec toute la prudence exigée dans ce domaine, on peut arriver à dégager une idée générale.

Déjà, deux choses semblent indiscutables : le sentiment antirusse de la population, même parmi les partisans du régime, et la radicale transformation opérée dans le pays grâce à l'insurrection de 1956, tant sur le plan économique que sur le plan « politique ». Tout le monde est d'accord sur ce der-

nier point ; les communistes, bien sûr, condamnent la révolte, tout en reconnaissant les « erreurs » de l'équipe stalinienne alors au pouvoir. Et quand nous leur faisons remarquer que sans la lutte du peuple hongrois, ces erreurs auraient été commises pendant longtemps encore, ils prétendent que le tournant aurait été pris de toute façon puisque Rakosi, devenu le bouc émissaire, avait été destitué. Mais ces affirmations ne trompent personne et les Hongrois savent bien à quoi ils doivent l'amélioration de leur sort.

*

Pendant un mois, nous avons donc regardé vivre les habitants. Nous avons été reçus chez des ouvriers, chez des « cadres » et chez un privilégié du régime. Nous avons séjourné dans la capitale et dans de petits villages. Les Hongrois parlent volontiers avec les « Occidentaux », et particulièrement avec les Français. Nous nous sommes rendu compte, par l'accueil que nous avons reçu, que ces derniers jouissent encore d'un certain prestige, malgré l'attitude du peuple français, depuis la dernière guerre, dans les guerres coloniales. Nous avons interrogé des opposants, des partisans non communistes du régime, des communistes. Nos renseignements ont été recueillis chez des particuliers et non chez des personnages officiels.



Premières impressions

Lorsqu'on a passé en voiture les frontières allemande et autrichienne avec une facilité surprenante (les douaniers ne regardent pas les bagages et jettent un coup d'œil rapide sur les passeports), l'arrivée à la frontière hongroise est assez saisissante. Derrière les barrières baissées, un groupe de soldats, mitraillette en main. De chaque côté de la route, des barbelés courent le long de la frontière, avec, de place en place, des miradors en haut desquels des gendarmes surveillent les environs. Ce dispositif est mis en place moins pour empêcher les agents du capitalisme d'entrer dans le pays que pour interdire aux Hongrois de quitter leur propre pays...

Malgré cet aspect rébarbatif, l'accueil est cordial. Les formalités sont naturellement plus longues — il faut une bonne heure pour que les passeports soient dûment remplis — mais l'examen des bagages est sommaire. (Nous tenons à signaler que les visas d'entrée s'obtiennent très facilement).

Après la traversée de la riante Autriche, les bourgades hongroises paraissent bien tristes. Les maisons sont loin d'avoir la coquetterie des habitations autrichiennes, et Budapest, malgré de beaux immeubles, de beaux monuments et son magnifique panorama, semble bien pauvre, comparée à Vienne. Il règne sur les choses et les gens comme une atmosphère indéfinissable de tristesse, de « manque de joie de vivre ». Les habitants sont convenablement vêtus, mais sans « chic ». Dans les vitrines des magasins, les objets sont présentés sans grâce. Les tramways sont, sauf quelques exceptions, minables, usés jusqu'à la corde, et les employés — des femmes en majorité — portent des uniformes qui feraient faire la révolution au personnel de notre

R.A.T.P. ! Tout a l'air d'être construit pour un besoin strictement utilitaire, sans plus. Nous avons vu des salons de coiffure qui auraient fait fuir les femmes de chez nous, par leurs installations de fortune. Là, les clientes, aux heures d'affluence, mettent la « main à la pâte ». Elles vidant les seaux d'eau, se défont les bigoudis mutuellement, pour aider le personnel. Cependant, ceux qui officient sont d'excellents professionnels. Nous avons pu, en d'autres occasions, apprécier personnellement la haute qualité professionnelle des travailleurs hongrois.

Peu d'automobiles sur les routes, mais beaucoup de camions, de charrettes, de bicyclettes. Dans Budapest, pas de problème de stationnement, mais circulation intense de tramways (de deux, trois et quatre voitures), d'autobus avec remorque, de camions ; les voitures de particuliers y sont relativement nombreuses.

Dès votre arrivée, il vous faut aller dans les 24 heures au commissariat de police. Le travailleur peut se faire construire une maison ; il lui en coûtera, pour une maison spacieuse (2 très grandes pièces, une moyenne, une grande cuisine, un office, une salle de bains, W.C.) construction ordinaire, mais solide : 80 000 forints (soit environ 1 600 000 AF). Il faut naturellement avoir le terrain ou l'acheter, et avancer 30 % du prix de la construction ; l'Etat prête le reste, qui est remboursable en vingt ans. Personne ne peut construire dans le dessein de louer. On doit occuper soi-même le logement. Ce qui se pratique couramment, c'est la sous-location. Beaucoup emploient ce moyen pour payer leurs dettes de construction.

Le niveau de vie

Les salaires moyens oscillent entre 1 300 et 1 800 forints (1) par mois, pour 48 heures de travail par semaine. Les travailleurs exécutant des travaux particulièrement pénibles ou malsains ne travaillent que 36 heures. Un ingénieur dans l'industrie, chef d'un service de 500 personnes, gagne

3 200 forints par mois. Les instituteurs ont le salaire d'ouvriers professionnels. L'éventail des salaires est bien moins ouvert qu'en Russie.

Voici quelques prix de denrées (en forints par kilo) : pain, 3,60 ; sucre, 6 ; viande de porc, 25 ; bœuf, 20 ; beurre, 130 ; café, 200 ; farine, 3,20 ; pommes de terre, 2,50 ; lait, 3 for. le litre ; l'huile 12. Les légumes sont abondants et bon marché. La boisson (bière, vin) est chère. Une paire de chaussures vaut de 200 à 500 forints, une chemise d'homme de qualité très ordinaire, de 110 à 125 for. Les bas de femmes en nylon, 75 for. Le tergal est inconnu, la laine en pelotes quasiment introuvable. Un pull-over de qualité moyenne coûte de 500 à 900 forints ; un poste de télévision, 6 000 for. ; une automobile Skoda, 4 places, 60 000 for. Ajoutons qu'on ne trouve pas d'œufs dans le commerce, ils sont réservés pour l'exportation. Ces chiffres nous indiquent que la population se nourrit facilement, mais que l'habillement est cher.

Une crise du logement sévit en Hongrie, mais moins aiguë qu'en France. Le travailleur peut se faire construire une maison ; il lui en coûtera, pour une maison spacieuse (2 très grandes pièces, une moyenne, une grande cuisine, un office, une salle de bains, W.C.) construction ordinaire, mais solide : 80 000 forints (soit environ 1 600 000 AF). Il faut naturellement avoir le terrain ou l'acheter, et avancer 30 % du prix de la construction ; l'Etat prête le reste, qui est remboursable en vingt ans. Personne ne peut construire dans le dessein de louer. On doit occuper soi-même le logement. Ce qui se pratique couramment, c'est la sous-location. Beaucoup emploient ce moyen pour payer leurs dettes de construction.

De nombreux foyers possèdent un téléviseur (320 000 postes dans le pays, fin 1962). En résumé, on peut affirmer que si le niveau de vie général est encore bas, la misère a disparu de la Hongrie.

*

Le travailleur hongrois a 12 jours de congé par an ; il obtient 1 jour supplémentaire par 2 années de présence dans la même usine, jusqu'à un maximum de 24 jours. En outre, il y a 8 jours fériés, chômés et payés dans l'année. Il bénéficie d'une retraite calculée sur le salaire des 5 dernières années. Quand il est malade, il ne paye qu'une partie infime des médicaments ; il ne paye pas le médecin, à condition d'aller chez le

praticien désigné. Précisons toutefois que les médecins ayant certainement reçu des ordres d'être très économes dans la délivrance des médicaments, il est conseillé de leur donner un « pourboire », si l'on veut être mieux « servi ». La pratique du pourboire est encore courante pour les garçons de café et les facteurs. Le pays connaissant une pénurie de main-d'œuvre, la plupart des femmes travaillent, ce qui, comme chez nous, augmente les revenus des gens mariés. Les emplois de cantonniers et de jardiniers sont très fréquemment tenus par des femmes.

Dans les kolkhozes, la journée de travail est de 10 heures l'été et les paysans travaillent 6 jours par semaine. L'hiver, la journée est considérablement réduite. Chacun peut cultiver un lopin de terre personnel, posséder une vache, de la volaille, et vendre ses produits sur les marchés. La grande misère qui régnait autrefois chez les ouvriers agricoles — encore à demi serfs avant la dernière guerre — a disparu. Le confort entre dans les maisons, et les téléviseurs, les machines à laver, les aspirateurs ne sont pas rares.

Le problème paysan semble moins crucial que dans les autres pays communistes. Cela vient de l'abandon de la politique stalinienne de coercition menée jusqu'en 1959 ; le gouvernement, ayant renoncé à créer une industrie lourde non en rapport avec les forces du pays, peut payer les produits agricoles à un taux assez élevé. De plus, les paysans jouissent d'une grande liberté dans l'administration de leurs coopératives, où il n'est plus obligatoire de nommer des communistes aux postes de direction. Un climat favorable s'est créé, et dans l'ensemble, les paysans, sans grand élan peut-être, paraissent accepter les kolkhozes. En tout cas, le rendement agricole est le plus élevé de tous les pays de l'Est.

Les privilégiés du régime, ce sont les artistes et les sportifs de classe internationale, les hauts fonctionnaires du parti et du gouvernement. Ceux-là ont des revenus très supérieurs à ceux de l'ensemble de la population.

Instruction

La scolarité est obligatoire jusqu'à 16 ans. Mais, actuellement, nombreux sont les adultes qui vont à l'école.



A ceux qui voudraient mieux connaître la Hongrie, nous recommandons la lecture des ouvrages suivants :

- POURQUOI ET COMMENT SE BAT LA HONGRIE OUVRIERE (brochure sur l'insurrection de 1956).
- LA TRAGÉDIE HONGROISE (une révolution socialiste antisoviétique).
- HONGRIE, TERRE DECHIRÉE (reportage sur l'insurrection de 1956).
- J'AI QUINZE ANS ET NE VEUX PAS MOURIR (un témoignage sur le siège de Budapest en 1945).
- IMRE NAGY (la révolution hongroise et la biographie du président du Conseil, fusillé après 1956).
- TERRE NOIRE (roman).
- NOUVELLES HONGROISES (recueil de nouvelles écrites par les meilleurs écrivains hongrois).

Les plus hautes études sont ouvertes à tous. Beaucoup d'ouvriers ont ainsi accédé à des responsabilités élevées. Mais en plus des connaissances techniques indispensables à l'exercice de la profession, une culture générale est exigée, dont le niveau varie avec le poste occupé. Nous avons connu, par exemple, un ancien ouvrier électromécanicien, âgé de 45 ans, devenu ingénieur après avoir suivi des cours, qui est obligé de poursuivre des études universitaires de littérature, de philosophie, d'économie politique, etc.

Cependant, des jeunes gens nous ont fait part de leur amertume. D'après eux, ils n'ont que peu d'espoir d'améliorer leurs salaires au sein de la profession. A notre objection, qu'ils peuvent continuer leurs études pour augmenter leur qualification, ils répondent que pour occuper des postes de responsabilité, il ne faut pas être connu comme opposant au régime. De plus, tout le monde ne pouvant devenir contremaître ou ingénieur, il y a forcément une partie importante des travailleurs qui doit se contenter d'un revenu médiocre.

*

Les étudiants perçoivent des bourses dont le montant varie : avant l'examen qui correspond à notre baccalauréat, de 50 à 200 forints par mois ; ensuite de 400 à 600 forints mensuellement, le prix de la pension complète est de 50 à 300 forints par mois, selon le classement de l'élève. Un bon élève paiera le minimum, un élève mal noté, le maximum.

*

Une réunion obligatoire hebdomadaire, d'une heure, se tient dans les bureaux et les usines. Il y est parlé de marxisme-léninisme, mais les problèmes de l'entreprise y sont également abordés, et chacun peut apporter ses critiques et ses suggestions.

Le jeune Hongrois est astreint à un service militaire de deux ans.

*

Un gros effort a été fait pour l'aménagement de maisons de repos (Téliül) qui permettent aux travailleurs de passer leurs vacances aux moindres frais possibles. Il en est de même pour les enfants. Les châteaux sont devenus des colonies de vacances, où les gosses viennent passer deux semaines au grand air. Le séjour ne peut dépasser cette durée, en raison du nombre insuffisant d'établisse-

ments, et pour permettre d'accorder à un maximum d'enfants les bienfaits de la campagne.

Nous avons passé deux jours dans une de ces colonies, installée dans un beau château construit au milieu d'un parc magnifique. Les enfants y sont extrêmement bien traités. Nous avons discuté ferme, mais franchement, avec le directeur, vieux communiste, secrétaire local du parti — auquel nous n'avons pas caché que nous étions des anarchistes — ainsi qu'avec le personnel (serveuses, institutrices, le médecin, etc.). On nous a dit : « Voyez, ici vivait avant la guerre, le comte Z..., seul avec 80 serviteurs. Aujourd'hui, des centaines d'enfants viennent s'y ébattre ». Au cours d'un repas, la conversation était engagée sur la liberté d'expression. Une des serveuses prit part à la conversation et nous déclara : « Avant la guerre, nous avons vécu dans la misère. Aujourd'hui, nous avons du travail et notre vie est assurée. Alors, cette liberté dont vous nous parlez, pour nous, c'est secondaire ». Une institutrice, qui retraits justement d'un voyage en Belgique, nous dit aussi : « Des parents qui vivent là-bas m'ont incitée à rester avec eux. Bien sûr, la vie est plus facile dans vos pays, mais ici je suis chez moi. C'est là que je dois vivre et apporter mon effort à l'édification du pays ». Cette femme n'était pas communiste ; nous avons retrouvé cet état d'esprit de nos deux interlocutrices chez un grand nombre de personnes.

Autres choses vues

Nous avons remarqué, tant dans les bibliothèques privées qu'à la devanture des libraires, les auteurs suivants : Stendhal, Zola, Aragon, Alexandre Dumas, Tolstoï, Thomas Mann. Les films français et italiens connaissent des succès considérables. On nous a affirmé que les films russes étaient boycottés.

*

Le 20 août est jour férié, pour commémorer l'avènement de la Répu-

blique populaire de Hongrie. Des drapeaux hongrois, des drapeaux rouges sur tous les monuments publics et à l'entrée des immeubles, à Budapest. Cependant, les balcons, les fenêtres ne sont pas pavées. Ce jour-là, il n'y a d'ailleurs pas de défilé, pas de rassemblement officiel. Seulement une grande fête nautique sur le Danube ; des milliers de personnes y assistaient. Il faut signaler que sous l'ancien régime, le 20 août était une grande fête nationale ; c'était la fête du couronnement d'Etienne I^{er}, roi de Hongrie en 1001. Cela explique peut-être l'affluence extraordinaire, ce jour-là, à l'église du Couronnement, fondée par le même Etienne, bien que les cérémonies du culte soient de moins en moins suivies, au dire de certains. Autrefois, l'enseignement religieux était obligatoire dès l'école primaire. Aujourd'hui, la liberté de conscience est respectée ; les prêtres sont payés par l'Etat.

*

L'avortement est légal et est pratiqué médicalement ; il faut seulement donner une raison valable : logement trop petit, naissances trop rapprochées, famille déjà trop grande, etc. Les familles nombreuses sont rares en Hongrie.

*

La Hongrie a manqué de charbon l'hiver dernier. Aussi, cette année, dès le mois d'août, des gens passaient la nuit devant les centres de distribution pour obtenir un numéro d'attribution de charbon.

Presque tous les magasins sont nationalisés, organisés en coopératives d'Etat (allami egyosületek). Quelques particuliers exercent cependant un commerce ou une profession artisanale ; le nombre d'employés ou d'ouvriers ne doit pas dépasser cinq.

*

Chaque pays de l'Est vit dans ses frontières, bien gardées. Il faut des visas pour aller d'une démocratie populaire à l'autre.

Les communistes marxistes parlent sans cesse de démocratie ; ils prétendent que c'est le peuple qui gère le pays. En réalité, c'est une fausse démocratie. Les candidats aux élections doivent obtenir l'investiture du Parti, et l'on sait bien aussi que toutes les décisions importantes concernant

la vie du pays sont prises par le comité central du Parti communiste. Or, un faible pourcentage seulement de la population est membre du parti.

Pour conclure

Le peuple hongrois, après les terribles épreuves de la guerre, de l'insurrection, de la politique économique insensée de 1945 à 1956, de l'inquisition policière, renait lentement. On veut vivre, ce qui est bien normal.

L'Etat communiste n'a pas créé d'enthousiasme populaire. Mais les Hongrois, dans leur grande majorité, ne sont pas disposés à revenir à l'ancien régime. Ils veulent améliorer leurs conditions de vie, ils aspirent — à un certain niveau — à plus de liberté d'expression, ils souhaitent pouvoir prendre connaissance sans contrainte de ce qui se fait à l'Ouest dans les domaines culturel, social, politique ; ils espèrent en la démocratisation du régime et ils y travailleront. Paradoxalement, c'est Kadar, celui qui fut torturé par la police stalinienne, mais aussi celui qui appela les Russes pour écraser l'insurrection de 1956, c'est lui qui, après s'être définitivement débarrassé des Staliniens depuis 1959, imprime cette tendance à la libéralisation, à l'humanisation du régime communiste autoritaire.

Mais, en vérité, cela, c'est le peuple hongrois qui l'a conquis, malgré sa défaite. Il a ébranlé de telle façon le monde communiste d'alors que, depuis, ces événements pesent implicitement mais certainement dans les relations entre l'U.R.S.S. et la Hongrie(2), entre les dirigeants et la population.

Il n'était pas nécessaire, pour en arriver là après 18 ans de régime communiste autoritaire, de passer par la période de terreur stalinienne ; ce que les communistes marxistes appellent des erreurs, mais qu'il faut bien nommer des crimes, n'est pas, et ne sera jamais indispensable pour fonder une société communiste libérale.

(1) 1 forint vaut environ 21,60 anciens francs.

(2) De nouveaux accords économiques, bien plus favorables pour la Hongrie que les anciens, ont été signés après 1956, avec l'U.R.S.S.

Révolte à la Martinique

LE 25 novembre dernier, un procès était ouvert, contre dix-huit jeunes Martiniquais, membres de l'O.J.A.M. (Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste Martiniquaise). L'inculpation initiale de « complot contre l'autorité de l'Etat ayant pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire » avait été abandonnée et seule était retenue « l'atteinte à l'intégrité du territoire par quelque moyen que ce soit, hors l'attentat et le complot ».

L'affaire avait commencé le 24 décembre 1962. Dans la nuit, les murs de Fort-de-France avaient été recouverts d'une affiche intitulée « Manifeste pour la jeunesse de la Martinique » se terminant par cette déclaration : « La Martinique aux Martiniquais ». Le 27 janvier 1963, les gendarmes découvraient, en pleine campagne, une serviette bourrée de documents relatifs à l'O.J.A.M. L'enquête commença. Douze Martiniquais furent arrêtés en février et mars 1963 (quatre d'entre eux furent mis en liberté provisoire en juillet dernier) et six autres inculpés furent laissés en liberté.

Avant d'examiner ce procès plus avant, il n'est pas inutile de préciser quelque peu ce qu'est la Martinique. C'est une île de 125 kilomètres de long et 35 kilomètres de large, fragment d'un continent effondré qui rattachait jadis la Floride à l'Amérique du Sud, et qui forme actuellement, avec la Guadeloupe, Désirade, Marie-Galante, etc., une des petites Antilles. L'île fut découverte par les Espagnols en 1493, colonisée par les Français en 1635. Le statut départemental lui fut accordé par la loi du 19 mars 1946.

Dans cette île de 290 000 habitants (avec une moyenne de 425 habitants au kilomètre carré...), la population s'accroît

annuellement de 15 000 personnes. A ce rythme là, elle aura doublé dans 25 ans. N'oublions pas que dans les pays sous-développés, les familles les plus déshéritées procèdent le plus, au-delà des parcours pour touristes bardés de dollars et de devises diverses se dressent d'immenses cabanes, monstrueux assemblages de bois et de carton où une douzaine de personnes s'entassent et crouissent. Pour ces malheureux, il n'est qu'un seul bonheur : la procréation.

Et la « France », là-dedans, me direz-vous, qu'est-ce qu'elle fait ? Soyons sérieux. « Elle » n'arrive déjà pas à s'occuper des artichauts bretons, alors, vous pensez bien que les problèmes martiniquais ne sont pas prêts d'être résolus... Bien sûr, Guignol, en mai 1960, a lancé des paroles prophétiques : « Il est conforme à la nature des choses qu'un pays qui a un caractère aussi particulier ait une sorte d'autonomie proportionnelle aux conditions dans lesquelles il doit vivre... » C'est à peu près aussi clair et limpide que les prédictions de Nostradamus et à moins de posséder une « clef des songes creux ». De toute façon, cela ne risque pas de résoudre les problèmes posés par le chômage endémique et le manque d'industrialisation résultant de l'éloignement des sources de matières premières et de l'insuffisance de débouchés du marché local. Il importe de ne pas oublier que la Martinique est toujours tributaire du système colonial : les capitaux privés ne sont pas investis sur place et les grosses sociétés sucrières et rhumières réinvestissent leurs bénéfices en Métropole. En outre, le prix de la canne à sucre, principale ressource et base de l'industrie embryonnaire de l'île, est fixé à Paris, avant la récolte, en fonction des desiderata des betteraviers métropolitains.

Cette situation, jointe à l'influence certaine de la révolution cubaine, devait im-

manquablement conduire au développement d'un climat de révolte :

— Les 21, 22 et 23 décembre 1959, il y eut trois morts et des dizaines de blessés dans les émeutes de Fort-de-France;

— Le 24 mars 1961, la répression de la grève générale des ouvriers agricoles fit trois morts et vingt-trois blessés dans la commune de Lamentin;

— En juin dernier, des bagarres entre lycéens dégénèrent en manifestations anti-françaises.

Depuis, les interdictions de réunion, les saisies de presse, les procès d'opinion, les manifestations violentes se succèdent. C'est alors que l'O.J.A.M. entra en action.

*

L'O.J.A.M. fut créée en 1962 par des éléments de l'A.G.E.M. (Association Générale des Etudiants Martiniquais en France). Encadrée par d'ex-membres du parti communiste français et martiniquais, elle préconise la collectivisation des terres et des usines et lutte contre la politique d'assimilation menée par la France, politique qui ramène en fait le problème martiniquais à une poursuite du renforcement des structures administratives et à une multiplication des interventions de la puissance publique. L'O.J.A.M., avec son slogan « La Martinique aux Martiniquais », va faire de l'autonomie son cheval de bataille. Il y a belle lurette que les anarchistes ne se font plus d'illusions sur les possibilités réelles de ces mouvements où le nationalisme révolutionnaire, et nous avons encore tous en mémoire cette rue sur les sinécures qui a fait suite à la proclamation de l'indépendance dans les Etats africains... Nous avons vu alors la « petite-élite-politicarde-et-bor-

née » de ces pays contribuer au maintien, voire au renforcement, du système colonialiste existant.

Ne nous faisant aucune illusion sur le résultat qu'aurait pu avoir le développement éventuel de l'O.J.A.M., nous sommes d'autant plus à l'aise pour protester contre les sanctions qui viennent d'être prises à l'encontre de plusieurs de ses membres. Nous sommes en effet en présence d'un véritable procès d'opinion. « Si la pensée est libre, l'action ne l'est pas » a dit le substitut Charbonnier. Permettez-nous de vous dire que cela n'est pas sérieux, Monsieur le Substitut. En condamnant l'action, réalisation matérielle, si je puis dire, de la pensée, vous étouffez cette pensée et dans ces conditions plus rien n'est libre. Juste importe alors le bon vouloir des tyrans au pouvoir ! Et les condamnations prononcées sont là pour confirmer la volonté de poursuivre l'exploitation colonialiste de la Martinique : cinq des accusés sont condamnés à dix-huit mois d'emprisonnement, les treize autres sont acquittés.

*

Les peines sont lourdes, d'autant plus lourdes qu'elles ne sont ni justifiées, ni justifiables. Ces jeunes hommes ont été condamnés pour une soi-disant atteinte à « l'intégrité du territoire ». Nul chef d'Etat, nul ministre, nul préfet, nul responsable de la situation économique et sociale de la Martinique n'a été condamné, que je sache, parce qu'à l'hôpital de Fort-de-France 80 % des malades souffrent de carence alimentaire... Il est vrai que c'est peut-être « dans la nature des choses » de laisser les gens crever de faim.

Gérard SCHAAFS.

Nouvelles Internationales

(recueillies par le groupe Amitiés Internationales)

GRANDE-BRETAGNE

Courant novembre la Syndicalist Workers' Federation (S.W.F.) : section britannique de l'I.A.L.T. a tenu son cinquième Congrès à Londres.

L'ensemble des délégués :
— a lancé un appel en faveur du boycott intégral du tourisme et du commerce avec l'Espagne, le Portugal et l'Afrique du Sud ;

— s'est déclaré solidaire de tous les camarades luttant par le monde contre l'oppression de l'Etat et l'esclavage salarial, particulièrement en Espagne, au Portugal, en Afrique du Sud, à Cuba, en Chine et dans tous les pays soumis au bolchevisme ;

— a exprimé son indignation contre l'emprisonnement par le gouvernement gaulliste d'anarcho-syndicalistes et libertaires espagnols ;

— a adressé aux libertaires du monde entier son soutien dans leur lutte pour la liberté, l'égalité et la dignité humaine.

Fin novembre, à l'occasion de la venue à Londres de FRAGA IRIBARNE, ministre franquiste de l'Information, la G.N.T. et la S.W.F. ont organisé diverses manifestations de rue durant toute la durée du séjour à tous les endroits où eurent lieu des manifestations officielles.

DANEMARK

514 ouvriers des grands chantiers de constructions navales de Copenhague Bourmeister et Wain ont été condamnés à 600 couronnes (420 francs) d'amende pour s'être mis « illégalement » en grève pendant quinze jours.

GHANA

Une loi du 29 août 1962 autorise le gouvernement à mettre en détention sans jugement, pour une durée de cinq ans, les suspects « dans l'intérêt de la sécurité de l'Etat ». Récemment, deux accusés ont été acquittés et... en vertu de cette loi, conduit aussitôt à la prison de Fort-Usher.

ISLANDE

En signe de protestation contre l'échec de négociations concernant un accord collectif de travail, une grève générale a paralysé le pays. Cette grève avait été déclenchée par cinquante organisations syndicales.

MEXIQUE

Les entreprises industrielles et commerciales du Mexique distribueront dorénavant la cinquième partie de leurs bénéfices à leurs salariés. En réalité, les

entreprises pourront déduire du bénéfice 30 % à titre d'intérêt du capital investi. Un parti dégressif permettra une nouvelle déduction de 10 à 80 %.

ADEN

Des syndicalistes ont été arrêtés et torturés.

VENEZUELA

L'Eglise catholique vénézuélienne vient d'interdire une traduction espagnole d'une anthologie de textes antireligieux (Lautréamont, Sade, Lénine, Blake, Breton, Nietzsche...). Cette traduction avait été publiée dans le journal « Clarin », organe du parti « Union Républicaine Démocratique » dont le directeur est pratiquement assuré, du fait de cette condamnation, d'un échec certain aux prochaines élections.

ISRAEL

35 000 fonctionnaires se sont mis en grève malgré l'opposition de l'Histadrout, la grande centrale à laquelle est affilié le puissant syndicat des fonctionnaires.

TRANSKEI

Afin de prolonger le règne de la ségrégation raciale en Afrique du Sud, les tentatives de création d'Etats « autonomes » NOIRS se multiplient. L'Assemblée « législative » du Transkei vient d'être élue et cet Etat va devenir le premier « Bantoustan » (Etat Bantou).

U.R.S.S.

Ces derniers jours, Nikita Krouchtchev aurait déclaré à des journalistes algériens qu'il serait toujours hostile à la coexistence pacifique entre les oppresseurs et les opprimés.

C'est aussi notre position. Avec cette différence que nous affirmons qu'il existe aussi des oppresseurs et des opprimés dans les pays soumis au marxisme-léninisme.

JAPON

Cinq victimes du bombardement d'Hiroshima viennent de perdre le procès en dommages et intérêts intenté il y a dix ans. Le tribunal de Tokyo a déclaré que le bombardement atomique était une violation du droit international, mais que les individus n'étaient pas habilités à s'en réclamer.

U.S.A.

Un homme a été arrêté à Washington pour avoir prononcé en public des menaces de mort contre le président Johnson. Quelques heures plus tard, il était hospitalisé pour fracture d'une vertèbre.

SYNDICALISME, ANARCHO-SYNDICALISME ET COMMUNISME

A la suite de l'étude sur l'anarcho-syndicalisme parue dans le Monde Libertaire de novembre, n° 95, nous avons reçu la lettre de nos camarades Marie et François Mayoux que nous publions ci-dessous, ainsi que la réponse que lui fait Maurice Joyeux.

Nous venons de lire l'article consacré à la situation du mouvement ouvrier vers 1920, en France.

Et notre étonnement est grand d'apprendre qu'au congrès confédéral, à Lille, nous nous sommes livrés « pieds et poings liés à l'équipe communiste » — et aussi que nous faisons partie d'un « petit groupe communiste de Monatte, de Mayoux, etc... » (Le Monde Libertaire, nov. 1963, page 7).

Permettez-nous de dire, avec tout le respect et l'admiration dus aux auteurs de cet article, qu'il y a erreur.

Si nous avons appartenu au Comité pour la reprise des relations internationales puis, un peu plus tard, aux Comités syndicalistes révolutionnaires, nous n'avons jamais cessé de défendre l'indépendance du syndicalisme. Pourquoi serait-ce notre faute si cette défense n'a pas eu le succès, qu'à notre avis, elle méritait ?

*

Nous avons été, des premiers, méfiants à l'égard des gouvernements russes et de leur politique antisyndicaliste — sans pour cela cesser de nous opposer au capitalisme et à ses serviteurs.

Voici quelques précisions :

En février 1917, François Mayoux a empêché Lorient et Rappoport de voter avec les longuetistes à un Comité national du parti socialiste — vote demandé par l'« Ossi de Moscou » présent dans la salle de la Bellevilloise.

En décembre 1917 (vraie date pour le ralliement public de Merheïm à la position guerrière de Jouhaux et Cie), nous avons, seuls de tous les participants au Comité

confédéral à Clermont-Ferrand, refusé de voter l'Union sacrée.

En 1920 (Congrès confédéral d'Orléans), Marie Mayoux, déjouant une grosse malice des Russes, a fait supprimer de l'ordre du jour de la minorité les mots : « au point de vue économique » appliqués à l'indépendance des syndicats vis-à-vis du parti communiste. Nous voulions l'indépendance totale.

Aussi, les Russes ne nous ont jamais pardonné cette intransigeance. Un peu plus tard, ils ont refusé que Marie Mayoux fasse partie d'une délégation qui devait se rendre en Russie. Et dès 1922 ils nous ont fait exclure du parti communiste, après de déloyales et mensongères manœuvres.

Quant à faire partie du clan Monatte, laissez-nous rire. Dès 1917 nous étions brouillés avec Monatte et l'Ecole Emancipée qui avaient encore confiance en L. Merheïm, alors que nous le savions rallié à la guerre.

*

Nous n'avons jamais été anarcho-syndicalistes mais bien syndicalistes (venus du socialisme libéral de Jaurès) et partisans de la paix même en temps de guerre. Aussi nous paraît-il difficile de ne pas voir l'étrangeté de votre opinion quand vous admettez que (vers 1921) « le contre-poids réformiste [était] seul capable d'équilibrer l'influence communiste ».

Donc, pour vous, Jouhaux et Cie étaient de braves gens ? Pour nous ils demeurent dans l'histoire du mouvement ouvrier comme les traitres à la cause ouvrière et qui, pour certains d'entre eux, Jouhaux en tête, ont empli leurs poches, en bons frongistes syndicaux.

Nous vous demandons d'insérer cette rectification.

La Ciotat, le 11 novembre 1963.

Marie et François MAYOUX.

Le directeur de la publication, Maurice LAISANT.

Imprimerie Centrale du Croissant 19, rue du Croissant - Paris (2^e)

UNITÉ D'ACTION ? UNITÉ ORGANIQUE ?

Après le congrès fédéral de Force Ouvrière dont les débats furent plutôt houleux, j'ai l'impression que les congressistes furent blousés.

Pourquoi ?

Parce que le secrétaire de la Fédération des industries chimiques avait, depuis un certain temps lancé la thèse de l'unité organique entre les différentes centrales syndicales.

Le dégonflage au congrès de ce secrétaire a étonné énormément de camarades.

Si Labi avait défendu son projet jusqu'au bout envers et contre tous, mon opinion eût été modifiée.

En effet, on s'apercevait qu'au cours des débats certains camarades confondaient volontairement unité d'action avec unité organique.

Sommes-nous mûrs pour l'unité organique ? Je ne le pense pas et même qui ai pratiqué l'unité d'action, je ne suis pas pour l'unité organique, car ma conception du syndicalisme ne me porte pas vers la C.G.T. actuelle et encore moins vers la C.F.T.C.

Je n'ai pas attendu fin 1947 pour quitter la C.G.T. Je l'ai quittée en mars 1947 quand le Syndicat des Mineurs a demandé aux mineurs de Courrières de travailler le 10 mars, jour anniversaire de la catastrophe de 1906.

Depuis 1906 la journée de 10 mars avait toujours été considérée par les mineurs de Courrières comme une journée revendicative.

Mais il faut revenir à nos moutons, la position de Labi a permis la confusion la plus grande au congrès fédéral et à certains secrétaires de Fédération, de mélanger savamment l'unité d'action avec l'unité organique.

Chaque fois qu'un camarade parlait de l'unité d'action, des mouvements divers se produisaient dans la salle qui semblait partagée entre les partisans de cette unité d'action et

ceux qui nous parlaient des « Cosaques ».

Pense-t-on que dans la situation actuelle il est souhaitable de se diviser ?

Comme certains camarades l'ont dit à la tribune, il y a en France un certain nombre de salariés qui en 1947 usaient leurs fonds de culotte sur les bancs de l'école et de ce fait ne participèrent pas aux événements qui opposèrent des doctrines syndicales, et qui furent à l'origine de la création de Force Ouvrière.

Je ne condamnerai pas cette scission, car la cohabitation était devenue impossible.

Mais aujourd'hui devant les menaces qui pèsent sur les syndicats est-il sage de condamner à l'avance cette unité d'action, qui, à aucun moment, n'a eu une définition nette, en la présentant comme une drogue à laquelle il serait dangereux de s'adonner dans la crainte d'une accoutumance qui intoxiquerait ceux qui la pratiquent.

Si j'avais été du bureau fédéral, je ne pense pas que j'aurais trouvé quelque chose de mieux que la proposition d'unité organique de Labi pour noyer le poisson.

Car le problème de l'unité d'action n'a pas été franchement abordé.

Pourquoi avoir refusé de discuter d'un problème brûlant, car le plus fort de tout c'est que la plupart de ceux dont l'épidémie sensible se hérissait dès que l'on en parlait, pratiquent dans leurs syndicats ou dans leurs fédérations cette unité d'action.

Qu'est-ce que l'unité d'action ?

Est-ce un pacte qui livre pieds et poings liés ceux qui la pratiquent à des adversaires syndicaux au risque de permettre à ceux-ci de nous absorber ? Je ne le pense pas !

L'unité d'action est l'action concertée de diverses fractions de la

classe ouvrière, en une période donnée sur des objectifs donnés, pour l'aboutissement de certaines revendications.

Aurait-il été concevable que la grève des mineurs n'ait pu être que l'action séparée des trois syndicats des mineurs ?

Qui pourrait penser que F.O. seule, que la C.G.T. seule, que la C.F.T.C. seule ait pu conduire au succès cette grève.

Car, à côté des adhérents des différents syndicats, il y avait une grande quantité d'ouvriers malheureusement non syndiqués car cette masse n'a pas encore trouvé dans les syndicats le pôle attractif qui cristalliserait son opinion.

Mais cette masse comprend malgré tout que dans la lutte entreprise contre un patron, et surtout quand ce patron est l'Etat, la devise l'« Union fait la force » est celle qui permettra de mieux faire front.

Je me demande si ceux qui se sont manifestés contre les délégués qui préconisaient cette unité d'action sont vraiment restés en contact direct avec la base.

Voulons-nous augmenter nos effectifs ? Ou les prendre si ce n'est dans cette masse, et pour les avoir avec nous, n'attendez pas trop qu'ils s'élèvent à votre niveau, Messieurs les Confédérés, cela serait plutôt à vous d'aller vers eux.

Croit-on que vouloir ne pas comprendre cette poussée vers l'unité d'action nous rapproche de cette masse ouvrière ?

Croit-on que l'optique des confédérés est la même que celles des travailleurs qui tous les jours triment pour gagner leur pain ?

Au cours du congrès, on a parlé, à l'occasion d'un autre problème de l'Interland, cet Interland existe aussi

entre les petits militants et les militants confédéraux.

Interland qui brouille la vue à la fois de ceux qui sont en haut comme de ceux qui sont en bas.

Car, vue d'en bas, la position de la Confédération est incompréhensible.

A l'heure actuelle, pour la classe ouvrière toute entière, ce n'est pas seulement à des patrons qu'elle se heurte mais à des ukases gouvernementaux qui tentent d'empêcher l'évolution vers son mieux-être.

Et elle comprend mal que des dirigeants conservent ce que gouvernement des attaches qu'ils refusent à leurs militants de base dans leurs luttes.

Et je ne pense pas que ce soit le discours du secrétaire général de la confédération Force Ouvrière qui fera comprendre à ces mêmes militants les subtilités qu'il a employées pour tenter de convaincre le congrès.

Et si, comme je le pense, Force Ouvrière est vraiment la centrale syndicale qui se veut la plus démocratique et qu'elle désire avoir à ses côtés tous ceux qui combattent pour une vie meilleure ce n'est pas son titre qu'il faut changer mais la voie dans laquelle nous sommes engagés depuis seize ans, car si les confédérés estiment que la politique de présence est nécessaire, les militants, eux aussi, estiment que la politique de présence est nécessaire dans les luttes qui se font à la base, car ce sera dans la lutte que les ouvriers obtiendront des satisfactions et non dans de vaines parloteries à l'Élysée ou chez le représentant de la banque Rotchild.

Philippe MENU.

Délégué des Mineurs
Pas-de-Calais.

Réponse du camarade Joyeux

Marié et François Mayoux nous fournissent quelques détails sur leurs positions syndicales après la guerre de 1914 et nous les en remercions bien vivement. Nous ne nous en rendons pas compte, mais je leur ferai simplement remarquer que ces nuances, connues peut-être des contemporains, échappent entièrement à la lecture du discours prononcé au Congrès de Lille par F. Mayoux, discours que j'ai devant les yeux, et incontestablement, brouillés ou pas, Monatte et Mayoux défendent une même politique qui fera le jeu des communistes et il faut lire l'intervention de Pierre Besnard pour trouver un autre ton à la minorité, je veux tout de même rappeler à Mayoux ce passage de son discours : « Nous voulons aller à Moscou sous réserve formelle et catégorique que l'autonomie syndicale nous soit accordée » et, plus loin, cette douce illusion partagée par Monatte : « Cette autonomie syndicale non seulement nous l'obtiendrons mais nous conquerrons la C.G.T., c'est chose presque faite ». Mayoux n'est pas allé à Moscou, n'a pas conquis la C.G.T., mais Monmousseau, lui, la « V.O. » en poche, a pris la direction de la C.G.T.U. ; et depuis, les communistes n'ont plus quitté la direction du mouvement ouvrier.

Nous avons dit, pour l'étude incriminée, qu'à la place de Besnard nous aurions fait peut-être la même erreur que fut la sienne, car l'atmosphère qui régnait dans le mouvement ouvrier y poussait. Mais aujourd'hui que les éléments passionnels ne nous masquent plus les vrais problèmes, il nous faut bien convenir que la scission accentua le déclin du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme qui n'avaient pas su s'unir contre le bolchevisme, ennemi principal de la classe ouvrière.

M. J.

Le mois prochain :

— Albert CAMUS.

— « L'anarchisme et le réel », de
C.A. BONTEMPS.

Deux mots à la révolution prolétarienne

Le travail que nous avons fait pour retracer trop brièvement le cheminement de l'action anarchiste dans les syndicats pendant plus d'un demi-siècle, nous a valu de la part de Guilleré et d'Hagnauer, une volée de bois vert qui mérite une mise au point. Je dirai d'ailleurs que si nous avons été plusieurs à rassembler les éléments de ce travail, c'est moi qui a tenu la plume et que naturellement j'en prends la responsabilité. Je ferai remarquer tout de suite que nous avions dans la présentation de cet article déclaré, d'une part, qu'il était possible que nous commettions des erreurs et que nous serions naturellement prêts à les rectifier, d'autre part que nous nous en tiendrions comme pièces à charge, aux documents officiels que sont les comptes rendus des travaux des Congrès et cela à l'exclusion des explications fournies par les intéressés ce qui naturellement pouvait avoir des avantages et des inconvénients, mais je persiste à croire que ce n'est pas autrement qu'il faut procéder si l'on veut voir les événements en dehors des passions. En tous les cas je continue à penser que ces sages précautions auraient dû nous valoir des mises au point plus sereines que la diatribe d'Hagnauer qui a chassé ses lunettes, pris son air courroucé pour nous donner sur les doigts avec une baguette que je ne croyais plus de mode dans nos classes actuelles. Je tiens trop à l'amitié de camarades syndicalistes avec qui je suis en désaccord et spécialement à la sienne pour le suivre sur ce terrain.

Lorsqu'on lit les reproches qu'on nous fait, on s'aperçoit qu'ils tiennent tous en un paragraphe d'une dizaine de lignes qui clôt l'article consacré à l'anarcho-syndicalisme doctrinal et c'est avec un sourire que je constate que ces dix lignes nous ont valu deux articles en réponses qui ne font pas moins de quatre cents lignes (!). Après ça, Guilleré peut toujours insister lourdement sur notre étude trop longue, il a bonne mine, d'autant plus bonne mine que son compère Roger lui, nous accuse de ne pas avoir parlé de la « Vie Ouvrière ». Il est vrai qu'à la Révolution prolétarienne on nous accusa peut-être d'avoir trop longuement cité Pierre Besnard, Voyez-vous, ces anarchistes qui ont l'audace de rappeler l'œuvre d'un homme que nous considérons comme le véritable

créateur de l'anarcho-syndicalisme doctrinal et cela dans une étude consacrée à l'anarcho-syndicalisme lui-même ! Mais venons-en aux faits.

On nous reproche en gros deux choses ; d'une part d'avoir déclaré que Monatte avait été membre de la C.G.T.U. et d'en être sorti sur la pointe des pieds, d'autre part le jugement émis par l'article sur l'attitude de Monatte pendant cette période. Le reste n'étant que controverses discutables sur l'interprétation qu'on a sur le déroulement du Congrès de Lille.

Disons tout de suite que sur le premier point la « Révolution prolétarienne » a raison et que Monatte n'est pas rentré à la C.G.T.U. mais ajoutons immédiatement qu'on pouvait s'y tromper et que d'autres s'y sont trompés avant moi, ce qui fit l'objet en son temps de mise au point de Monatte dans la R.P. Mais pourquoi pouvait-on s'y tromper ? Mais parce que dans le compte rendu des Congrès qui précédaient la scission les discours de Monatte ne différaient en rien de ceux des militants qui allaient faire cette scission. Et j'ajouterais même que très curieusement ceux qui dans quelques années jugeront la scission de 1947 pourront faire la même erreur car une nouvelle fois Monatte après avoir condamné les communistes comme en 1921 il avait condamné les réformistes, restera avec eux dans la C.G.T., comme il est resté avec Jouhaux. Faut-il voir là une servitude de la situation qui était la sienne au Livre où minoritaire, il suivait par discipline fédérale ? C'est bien possible mais alors il faut bien constater que d'autres minoritaires eux aussi, ont eu une position plus logique et qu'en tout cas ceux qui ont soutenu qu'il avait une responsabilité dans la scission de 1921 et que cette responsabilité dépassait le fait de son appartenance ou non à la C.G.T.U. n'avaient pas tous les torts.

Mais ce qui a le plus irrité nos camarades de la R.P., c'est le jugement porté sur Monatte. J'ai dit qu'avec quelques autres, Monatte portait une responsabilité écrasante sur la colonisation du mouvement syndical par les communistes et je le maintiens. Il fut un moment où le choix, pour ceux qui se réclamaient encore du syndicalisme révolutionnaire, se posait entre Moscou et les anarchistes et ce choix fut déterminant pour l'évolution de la minorité.

Rien n'explique mieux le choix que fit Monatte que les tribulations de la « Vie Ouvrière » dont Hagnauer m'accuse de ne pas avoir parlé. Certes, Monatte a écarté Rosmer qui venait arbitrairement d'engager la minorité à Moscou mais pour confier le journal à Monmousseau et le fait que Monatte explique ce choix en nous déclarant que celui-ci était un ancien anarchiste ne paraît pas très sérieux. En réalité, ce que Monatte n'a pas compris c'est que le génie comme Trotsky portait en puissance Staline, que le marxisme sous n'importe quelle forme ne pouvait triompher qu'en écrasant le syndicalisme libre. En choisissant Monmousseau contre Besnard, en choisissant Marx contre Proudhon, Monatte a choisi Moscou et ses grandes déclarations sur l'indépendance du syndicalisme n'ont alors été qu'un alibi fourni à l'internationalisme rouge. C'est d'ailleurs peu après que, pour couronner le tout, Monatte adhère au Parti Communiste (il ne se rappelle plus bien la date lui-même et je le comprends, mais l'illogisme de ces attitudes pendant cette période n'explique pas seulement ses erreurs de dates mais également les miennes) et je le répète, si l'homme est respectable et que la droiture de sa vie ne peut pas être mise en cause, le politique fut incontestablement berné par l'illusion communiste à un instant de l'histoire décisive pour le mouvement ouvrier.

Guilleré, lui, nous informe qu'il n'est pas anarcho-syndicaliste et je lui en donne bien volontiers acte. Enfin, il nous fait une proposition qui mérite d'être étudiée, celle de publier la controverse célèbre entre Monatte et Malatesta. Mais une suggestion en appelant une autre, je fais, moi, une proposition à la R.P. Celle de publier dans le même numéro de la revue les discours de Monatte et de Pierre Besnard au Congrès de Lille, de façon que nos lecteurs puissent juger sur pièces de la position des syndicalistes révolutionnaires et des anarchistes à un tournant de l'histoire.

M. J.

P.S. — A ceux appartenant ou pas à la R.P. qui jugeront le paragraphe que l'on nous reproche un peu vif, je conseille de relire les commentaires de Monatte sur l'attitude de Pierre Besnard, Verdier, Lecoin, etc., au Congrès de Lille, et ils trouveront mon propos modéré !

LE VICAIRE

Dès le départ, le problème de la non-intervention est posé. Dès les premières répliques, la papauté est mise en accusation. De même, et c'est pour nous le plus important dans la pièce, l'opposition à Pie XII au sein de l'Eglise ne se présente que modérément, il sera constamment souligné la présence des anciens nazis aux postes officiels de l'actuelle Allemagne fédérale. L'élément religieux mettant en accusation l'infailibilité de jugement du représentant de Dieu sur terre, et l'élément politique, dénonçant le fascisme et son existence actuelle, sont les deux raisons aux bagarres et interventions violentes qui se produisent au théâtre de l'Athénée.

Parlons d'abord de la pièce. L'auteur s'est avant tout voulu historien. Il n'est pas l'accusateur établissant un constat froid et lucide. Ce qu'il présente n'est pas un réquisitoire. C'est le principal défaut de la pièce. Il s'attache à démontrer, à prouver, plutôt qu'à exposer.

La réalisation de cette pièce se prêtait parfaitement à l'emploi des théories brechéliennes sur la distanciation, telles qu'elles sont exposées dans « Arturo Ui » par exemple. L'intervention d'un narrateur facilitait encore cette distanciation.

La disposition des acteurs, au lever du rideau, toute rigide et dépourvue, le début rompt volontairement avec la tradition des « trois coups », laissant croire que sur le plan de la forme, nous allons assister à quelque chose de nouveau. Il n'en est malheureusement rien, et les seuls apports

que l'on a conservés des techniques du Berliner Ensemble sont l'absence de décor, la distanciation des personnages dans leur représentation sur scène et non dans leur jeu. Ainsi, les acteurs, habillés de gris, sont tous en scène au départ et y demeurent presque constamment, alignés au fond de la scène. Chaque fois que l'un d'eux s'avance pour tenir un rôle, il passe devant tout le costume de sa fonction. A mon avis, il est dommage que ces acteurs endossent la peau de leur personnage en même temps que le costume, et se départissent de leur impassibilité. Cela détruit l'effet pourtant intéressant qui consiste à faire prendre le rôle du récitant tour à tour par chaque protagoniste encore revêtu du costume de son personnage. Ainsi se trouvait élargi la scène finale de « Arturo Ui », où l'acteur retirait sa perruque pour s'adresser au spectateur.

La chute du rideau s'inscrit dans cette tentative : les acteurs restent debout sans saluer, tandis que tombe le rideau de fer.

Les acteurs du « Vicair » sont tous bons. Il faut citer particulièrement Antoine Bourseiller, Michel Piccoli, François Darbon, toujours digne de son extraordinaire création de « Dans la Jungle des Villes ».

Il convient maintenant de placer cette œuvre sur le plan politique, puisque c'est pour cela que l'on se bat.

Que Pie XII ait été une crapule, là n'est pas la question, bien que nous en soyons tous persuadés. Seulement, et là se situe le sujet de la pièce, devait-il prendre ouvertement parti dans la guerre, dans les persé-

cutions ? Il semble évident que le Souverain Pontife a parfaitement bien parti pour le plus fort, comme bien d'autres l'avaient fait avant lui. La sauvegarde de quelques Juifs ne saurait en aucun cas l'absoudre, et tout au plus être considéré que comme un peu de lest donné aux chrétiens horribles.

L'accent est mis sur le personnage de Riccardo, curé se livrant volontairement au four crématoire pour partager le sort de ses frères juifs. C'est très beau, très émouvant, mais parfaitement inutile. En effet, un tel acte ne peut que retarder le mépris que mérite la religion catholique, incontestablement la plus bête de toutes. Combien est préférable l'attitude du Juif Jacobson, qui jusqu'au dernier moment réclamera des armes pour détruire les fascistes. Le Père Riccardo est mort pour rien, pour tenter de racheter la faute de l'Eglise, ce qui n'est pas un motif satisfaisant. Il aurait mieux fait de prendre un fusil et de rejoindre le maquis. Soit dit en passant, la résistance dans les différents pays occupés a certainement sauvé beaucoup plus de victimes du nazisme que les couvents de la papauté. On peut donc considérer cette pièce comme un règlement de comptes entre chrétiens « libéraux » et chrétiens « aveugles ».

A la sortie, un tract est distribué. Il est signé « un catholique moyen ». Si l'on admet que le Français ou l'Américain moyen est un créta domestiqué, je suppose que l'on doit penser la même chose du catholique « moyen ». En effet, on lit : « Pie XII a condamné toutes les violences de la guer-

re ». Je crois me rappeler que Hitler, lui aussi, parlait comme ça : lorsque la guerre éclatait, c'était toujours la faute de l'autre pays, poussé par les provocateurs communistes. Je pense que Pie XII aurait aussi approuvé la « paix des braves ». Il a détruit les prêtres ouvriers, et s'il avait vécu assez longtemps, il aurait sans doute bûché cet amonir pour qui justifiait la torture comme moyen de sauver des vies humaines.

Le plus savoureux passage du tract distribué prétend que la « consécration au cœur immaculé de Marie » dont s'occupait Pie XII en plein massacre, était une prise de position en faveur des Juifs, puisque la Marie en question était elle-même israélite. Voilà qui laisse rêveur. S'il suffit de vénérer un veau d'or, fût-il Juif, pour prendre parti contre le fascisme, il convient que nous nous mettions tout à adorer Saint Durrutti, en espérant que cela sera suffisant pour abattre Franco.

A la lecture de la pièce, il ressort que, pour nous, le sujet traité n'était que de peu d'importance. Mais puisqu'il suscite une telle réaction de la part des milieux de droite, et puisqu'il semble rester des chrétiens pour soutenir un Pape ayant fait régner une terreur inquisitoriale au sein même de l'Eglise, prenons fait et cause pour le « Vicair ». Et, pour une fois, la police qui garde la salle est avec nous. C'est une occasion de rosser quelques fascistes sans risquer de passer la nuit au car. Ce n'est pas si souvent, il faut en profiter !

Jean Rollin.

LE LIVRE DU MOIS par Maurice Joyeux



L'EPOPEE DE LA REVOLTE

Le vrai roman d'un siècle d'anarchie par Gilbert Guilleminault et André Mahé (Denoël éditeur)

Dans l'excellente collection qu'il dirige chez Denoël, Gilbert Guilleminault en collaboration avec André Mahé, nous donne un ouvrage remarquable à bien des points de vue et qui peut être pour notre mouvement le plus attrayant des outils de vulgarisation. Entendons-nous bien, ce livre n'est pas une histoire mais plutôt un livre des hauts moments de l'anarchie, illustré d'images d'Epinal. Les auteurs, qui ne sont pas de chez nous, ont extrait de notre histoire des épisodes marquants et ils nous les présentent sans céder au pittoresque de mauvais goût qui trop souvent a présidé aux œuvres que nous avons inspirées. Ils l'ont fait également avec une objectivité à laquelle on ne peut rendre hommage, même si on peut discuter sur certains détails, sur certains jugements.

Le choix même des chapitres est une illustration du sérieux de leur travail. Car, si on y trouve les inévitables récits sur Ravachol et sur la bande à Bonnot, tarte à la crème de tous les courriéristes qui ont découvert l'anarchie à l'Ambigu ou au Grand Guignol, d'autres chapitres traitent de la Commune, de Marius Jacob, des anarchistes pendant les guerres de 1914 et de 1939, de l'anarcho-syndicalisme de Cottin, de la guerre d'Espagne, etc...

Mais ce qui est encore plus inusité peut-être c'est la présentation de ce livre copieusement illustré, clair et solidement construit, véritable ouvrage de bibliothèque et qui, par sa présentation, fait parfois songer aux meilleurs réussites des clubs de livres spécialisés dans les collections de luxe.

En cette période de fin d'année où l'on a pour coutume de mettre un peu plus cher dans les livres qu'on achète, soit pour les conserver, soit pour offrir. L'« Epopée de la Révolte » me paraît un excellent cadeau en particulier pour les jeunes et également pour les bibliothèques des groupes et des collectivités.

POUR UN FRONT DES TRAVAILLEURS

par le cercle « Les Voix du Socialisme » (Julliard, éditeur)

Le marché du livre social est aujourd'hui inondé par des ouvrages du genre de celui dont je parle. Ces livres ont tous ce caractère commun, d'être écrits par des « dissidents » d'un des partis marxistes qui se disputent les « intellectuels progressistes », qui se réclament du socialisme « du seul, du vrai » (?) et de construire toute leur politique sur un ou deux mythes sacro-saints. Celui des techniciens, celui de l'Etat rénové.

Je crois que l'erreur monumentale que font ces gens-là et qui est l'erreur des équipes du P.S.U. de France-Observateur » et de « L'Express », c'est de vouloir considérer les techniciens en sol, alors qu'elles ne sont que des méthodes qui même si elles changent les conditions d'existence des hommes laissent en état les problèmes de l'aliénation, car elles continuent lorsqu'elles n'en créent pas d'autres, les classes qui ne peuvent disparaître que par l'application d'un socialisme de caractère égalitaire. Disons au Cercle des « Voix du Socialisme », que le Front des travailleurs préconisé par lui peut, sans doute, changer les bénéficiaires de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais il ne me paraît pas susceptible de mettre fin à cette exploitation et il suffit de jeter un coup d'œil sur l'histoire pour s'apercevoir que les mutations intérieures qui laissent en place une classe dominante ne sont pas des facteurs révolutionnaires, mais des freins. « La Voix socialiste », comme les autres groupements de ce genre, veut nous intégrer le moins mal et le plus justement possible dans une société où les techniciens formeront la nouvelle classe dirigeante. Or, ce que nous nous lions, nous, c'est justement cette société et les rapports que les hommes ont entre eux dans son cadre.

Je pense que le public sent bien, lui aussi, ce qu'il y a de dérisoire dans toutes ces tentatives et c'est ce qui explique la vie végétative de tous ces petits groupes marxistes constamment le cul entre deux chaises.

FRANÇOIS VILLON

par Georges Las Vergnas (Editions Maubert)

Voici un livre excellent, qui essaie à partir de ses vers de nous retracer la vie de François Villon. A vrai dire, en dehors de son œuvre où il se raconte lui-même, il ne reste guère de traces du premier en date de nos grands poètes. Mais en suivant attentivement son œuvre, Las Vergnas a su, avec sa probité habituelle, reconstituer ce qui fut probablement l'existence tourmentée de Villon. Il le fait dans une langue trébuchante. Puisant judicieusement dans les archives de l'époque, il nous donne de la vie du petit peuple et des « grands » confinés loin de la cour en province, une image haute en couleurs. Enfin, pour celui qui ne connaît Villon que de réputation, l'ouvrage contient de nombreux vers du poète qui, espérons-le, inciteront les lecteurs à l'effort nécessaire pour pénétrer une œuvre somptueuse où voisine la tendresse et la révolte.

COLLECTIONS POPULAIRES

(L.P.; Idées; J'ai lu, etc.)

(Livre de Poche, Idée, J'ai lu, Marebout, etc.)
A L'EST D'EDEN, de John Steinbeck (L.P.). On a dit beaucoup de mal de la nouvelle manière de Steinbeck et je ne pense pas que ce mal soit mérité. Ce grand roman qui évoque la vie du Sud reprend le problème du bien et du mal représenté par l'homme simple aux prises avec la femme. Sujet que Steinbeck n'a pas épuisé.

BOUVARD ET PECUCHET, par Flaubert (L.P.). Ce livre qui est une somme de la bêtise humaine, nous fait apprécier chez Flaubert un art différenciant complètement de celui auquel l'auteur eût recouru pour écrire Salammbô et de là vient le principal mérite de cette œuvre sèche, dépourvue, nue.

LA TOUR D'IZRA, d'Arthur Koestler (L.P.). Koestler nous raconte dans ce livre la vie difficile d'une Communauté israélienne en lutte contre la nature, contre le protectorat anglais et contre les bandes arabes. C'est proprement passionnant.

CONTES DU LUNDI, d'Alphonse Daudet (L.P.). Ce recueil devenu classique est surtout intéressant par l'état d'esprit qu'il révèle chez la bourgeoisie ou le mendement de la défaite de 1870. Même si les sujets font parfois grincer les dents, on ne peut nier qu'ils soient traversés par le souffle populaire.

GENS DE DUBLIN, de James Joyce (L.P.). Ce livre de nouvelles peut nous permettre d'aborder, par son côté le plus facile, une œuvre d'une importance considérable. Les récits, courts et courts, sur la vie des petites gens de la ville, portent en eux les éléments qui feront de « Ulysses » une œuvre qui a marqué une génération.

Mr. Ashenden agent secret, de Somerset Maugham (L.P.). Pour ceux qui aiment le roman d'aventures, voilà un ouvrage classique qui contient tous les poncifs du genre. Agents secrets, jolies filles, crimes. Même si ce n'est pas sérieux on ne s'ennuie pas un seul instant.

SALUT A

JEAN ROSTAND

Au bout de la rue Saint-Placide, une librairie moderne ouvre son sous-sol aux amateurs de souvenirs. C'est ainsi que nous y avons vu à quelques mois d'intervalle un « Desnos vivant » puis une « Présence de Simone Weil » (cf. le M. L. de février 1963).

Cette fois, c'est un vivant qu'on célèbre. Sous le titre « Visages de Jean Rostand », on a réuni une masse de photographies, de tableaux, de manuscrits et de documents toujours présentés d'une façon agréable (7 ter, rue Saint-Placide).

Certes, le visiteur ne vient pas là pour s'amuser, mais il ne vient pas non plus pour s'ennuyer. Or, ici, même quelque chose d'aussi austère qu'une bibliographie flatte l'œil par son originalité et le retient par sa clarté. On a, en effet, dressé le tableau chronologique en forme de spirale dont le pôle correspond à la première œuvre de J. Rostand.

Deux citations à retenir et à méditer :
« Si tu refuses ton propre combat, on fera de toi un combattant d'une cause qui n'est pas la tienne. »

« Jamais je n'admettrai qu'il puisse y avoir le moindre lien entre ce que j'éprouve devant l'iniquité sociale, et ce que je pense de l'origine des espèces. »

Malheureusement cette exposition devrait être close quand paraîtra ce numéro. Souhaitons qu'elle soit prolongée.

Nous formulons le même vœu en ce qui concerne l'exposition de Charles Mwenzé Mungolo. Peintre africain figuratif, il nous prouve que l'art, comme l'amitié, n'a pas de frontières. Nous avons découvert avec plaisir ces toiles d'un représentant de l'art bantou, accrochées dans une agence de voyages du carrefour Châteaudun (61, rue du Faubourg-Montmartre).

Jean-Louis GERARD.

LE DISQUE DU MOIS

Le regretté Bruno Zwartler restera à n'en pas douter « le » Mozart par excellence. Après la reine Philips, voici ce qui nous vient d'Angleterre sous le sigle CBS (1), un enregistrement tout à fait remarquable des 41^e (« Jupiter ») et 35^e (« Haffner ») symphonies de Mozart. L'interprétation du grand chef d'orchestre est inégale : successivement taillés au burin (Allegro vivace), calme et équilibrés dans l'Andante, le menuet n'a pas cette excessive légèreté qu'on lui prête souvent. Quant au « finale » on sent déjà le Mozart du Requiem... La prise de son stéréophonique est d'une grande richesse, la pâte exceptionnellement silencieuse. Le couplage généreux compensera un peu le prix (33,90 F) de ce disque très recommandé.

B. CHAUDET.

(1) CBS S.B.R.G. 72 005 ou Philips. L.01.524.

FAUT-IL SUPPRIMER L'ACROPOLE ?

Pourquoi il faudrait supprimer l'art ancien !

Comme l'a très bien dit le camarade Rollin dans « Le Monde Libertaire » du mois dernier, l'art classique représenterait les conservateurs et les réactionnaires.

En supprimant le maître, l'élève ne sera plus tenté de l'imiter ou de le prendre comme exemple. Le changement serait extraordinaire, l'art toujours actuel. Les artistes étant supprimés dès qu'ils vieillissent il n'y aurait plus aucun risque de conservatisme.

Un brassage ininterrompu empêcherait la routine. Les artistes seraient tournés vers l'avenir. L'évolution artistique serait accélérée.

Ils ne faut pas garder les anciens, ils inculquent leurs mauvaises habitudes aux nouveaux. Ils les empêchent de s'exprimer librement, ils forment des obstacles. Supprimer les modèles, c'est la liberté dans l'art !

On est embarrasé par l'art classique. Regardez ! on croit que le sol est plat (la Terre est ronde), nos murs sont horizontaux, nous avons les mêmes lits que les Grecs.

L'Acropole rassemble tous ces critères : la symétrie, la ligne droite, l'angle droit. A

cause de l'Acropole, nous avons l'ordre que les Latins nous ont légué ou plutôt l'Acropole a empêché nos parents de rechercher un ordre nouveau.

Supprimer l'Acropole, c'est supprimer deux fleaux : le classicisme routinier et le droit romain.

L'Acropole détruite !

Sans discuter la valeur de l'Acropole (elle n'est pas si laide que ça et c'est du travail sans ciment), envisageons l'art nouveau, délivré de ses contraintes.

Désormais, les artistes vont créer dans des domaines éternellement vierges.

Les artistes (de quelque époque qu'ils soient) sont des hommes.

Leurs œuvres exprimeront leur pensée. Mais comme ils ne savent pas ce qui a été créé, ils l'exprimeront de la même manière que leurs ancêtres, ils referont la même chose qu'eux et ne créeront plus. On reverra de nouveaux Goya, de nouveaux Kandinski, inconscients que leur œuvre a déjà été faite. Le même phénomène se passera dans tous les arts. Tout se répétera et l'art n'évoluera plus du tout. Même s'ils ont la même valeur que leurs prédécesseurs ils ne pourront plus créer. Ceux qui veulent faire évoluer l'art plus rapidement en

supprimant l'Acropole se contredisent complètement.

D'ailleurs, la suppression de la littérature anarchiste accélérerait-elle le mouvement ?

Avant de vouloir faire mieux, il faut faire aussi bien !

Vers l'évolution !

Puisque l'Acropole est dépassée ne l'imite plus !

Il ne faut pas prendre l'Acropole comme un exemple éternel, mais comme un témoin de l'art antique. Il faut juger cet art.

Le Corbusier dira (car on a comparé l'Acropole aux réalisations de Le Corbusier) : « Regardez ce terrain, on y logeait un dieu inexistant, il me faut quatre fois moins de place pour loger une dizaine de familles. »

Il faut conserver l'art du passé pour pouvoir profiter de son expérience. Il nous permettra de ne plus commettre ses erreurs, il nous permettra d'exploiter ses découvertes.

Destruction de l'Acropole = anticonformisme petit-bourgeois

Les destructeurs de l'Acropole crieront : « Nous avons raison, les réactionnaires de

l'art ont perdu leur dernier bastion ! Nous sommes les plus grands anticonformistes du temps. »

Mais qu'est-ce que l'anticonformisme conscient, pensé, préparé ? Sinon se conformer au conformisme négatif. Or, un véritable homme libre ne se conforme pas. Détruire l'Acropole, c'est se conformer à l'anticonformisme.

Un anarchiste ne s'occupe pas de l'Acropole.

Si elle ne lui plaît pas, il crée autre chose.

Un anarchiste n'a pas à perdre son temps à détruire l'œuvre que des esclaves ont difficilement élaborée avant lui, puisque lui-même est esclave.

Que les artistes anarchistes réfléchissent ! Ce n'est pas la peine de détruire l'Acropole pour construire une œuvre. Qu'ils nous aident plutôt à préparer la venue de notre société. Là ils trouveront la place qui leur conviendra le mieux.

Non seulement on aura détruit cette société abjecte, mais encore on l'aura oubliée.

Guy REYROLE.

« art socio-expérimental »

par Jean ROLLIN

SOUS ce titre général, Claude Laloum et Suzanne Bernard ont tenté, à la Galerie du Centre, 55, rue de Bellechasse, une expérience qui s'avère passionnante.

Il s'agit d'une exposition-enquête appelée « Les Questions ». Les plus significatives des écoles de peinture d'avant-garde sont représentées. En même temps que les œuvres exposées, les individualités ou groupements exposants ont répondu à un petit questionnaire traitant des rapports, jusqu'ici mal définis dans la société moderne, de l'art et de la question sociale.

Parmi les tableaux, on remarque tout de suite quatre œuvres tranchant nettement sur l'ensemble. Tout d'abord les deux peintures de notre ami Isidore ISOU, très nettement supérieures à celles qu'il avait exposées à la galerie « Connaitre ». Cette fois, Isou a particulièrement soigné la couleur, et son emploi du rouge dominant la toile est tout à fait remarquable.

Adrien Dax, représentant le groupe surréaliste, expose une peinture qui, si elle s'éloigne de ce qu'on pourrait appeler la peinture classique surréaliste, prouve par sa qualité que ce mouvement est toujours jeune et n'ignore pas l'art moderne. Enfin, il faut citer une œuvre particulièrement réjouissante : la toile d'Arroyo intitulée « Le Général enrhumé ». Il s'agit d'un portrait du général Franco, en calot, portant la mèche d'Hitler. Il faut reconnaître que cette mèche hitlérienne lui sied, tant esthétiquement que politiquement. Le fait que, sur la toile, il ait « les tripes à l'air » est, nous l'espérons, le présage d'un heureux dénouement à l'affaire espagnole.

Parmi le questionnaire, voici quelques réponses sélectionnées parmi celles exposées à côté des toiles :

Adrien DAX, au nom du mouvement surréaliste :

I. — Pourquoi le peuple ne se sent-il pas concerné par l'art ? Pourquoi l'art reste-t-il le privilège de certaines couches cultivées de la classe bourgeoise ?

Sans doute parce que le peuple, lui-même, a cessé de trouver dans l'art une voie expressive. A en juger par la disparition des magnifiques floraisons de l'art populaire, il semble bien que le développement d'une société fondée sur le profit ait eu, pour conséquence, une insidieuse frustration.

Il paraît vain d'avoir à envisager l'art sous l'angle de ses possibilités d'appréciation par telle ou telle catégorie sociale. Tout au plus cela peut-il nous conduire à souligner une évidence. A savoir : que les moins favorisés restent, encore à ce propos, privés des agréments dont disposent leurs maîtres.

Participez-vous ou non à la politique ? Pourquoi ?

Le Surréalisme qui n'a jamais entendu situer ses revendications illimitées à l'endroit de la vie et du monde sur un plan trop illusoirement idéal ne peut que prendre parti dans la lutte sociale au côté de tous les opprimés.

Le groupe MU :

Un « Art Social » ne peut être fabriqué à la demande par une société donnée ; les états socialistes eux-mêmes ont buté sur les difficultés de cette fabrication (ex. du Réalisme Socialiste). L'art sera social si les conditions sociales sont réunies pour l'engendrer. La seule action possible — ici et maintenant — d'un art qui aspire à être social est de faire en sorte que son existence et ses créations remettent en question l'ordre social qui l'encadre.

La société politique où nous vivons favorise notre fonction d'artiste lorsque celle-ci lui convient, lorsque la fonction sociale que nous nous attribuons s'accorde à peu près à celle qu'elle exige ; elle reconnaît toutes les libertés dans la mesure où elle ne sent pas remise en question.

Eduardo G. ARROYO :

La peinture est, de nos jours, un des arts les moins compris par le peuple. Les responsables ? Une éducation dirigée d'une manière faussée et réactionnaire, et qui vit consciem-

ment avec 60 ans de retard ; une presse complaisante, une critique idiote qui se borne à prendre les recherches artistiques d'aujourd'hui pour de nouvelles boutades sur l'aliénation dans laquelle nous vivons.

Parce que la bourgeoisie bloque et conditionne l'artiste dans une politique de consommation, aujourd'hui typiquement néo-capitaliste.

Dans la protestation, la dénonciation et le témoignage d'une lamentable situation politico-économico-sociale.

Isidore ISOU, du groupe lettriste :

Il me semble que votre question n'est pas bien posée, car il y a des couches du « peuple » qui se sentent concernées par l'art — et d'autres couches évidemment non — comme il y a des couches de la « bourgeoisie » qui ne sont pas concernées par l'art, etc. Mais l'insuffisance indiscutable de la propagation des créations esthétiques présentes dérive d'une insuffisance de l'enseignement, qui se retrouve sous tous les régimes du monde.

Il faut bouleverser l'Ecole officielle obscurantiste et dépassée pour pouvoir diffuser les dernières conquêtes spirituelles et formelles.

L'art sera réellement social lorsque les novateurs véritables seront compris et pourront employer intégralement leurs forces disponibles afin d'accroître la Beauté du Monde, à l'aide de tous les hommes. Toute société politique actuelle, tout régime existant, défavorise ma fonction par l'ignorance ou, du moins, l'inapplication d'une échelle de valeurs créatrices, grâce à laquelle les révélateurs de formes inédites seraient plus aidés, mieux appréciés, que les imitateurs, les copistes.

Yaacov ACAM :

Il faudrait bien définir ce qu'est la politique. Si la politique exprime une façon de vivre, chaque œuvre d'art y contribue également dans le domaine qui la concerne, c'est-à-dire dans la vie.

Daniel SPOERRI :

Il est le privilège de l'incertaine couche qui s'y intéresse.

En tant que phénomène.

Avec ce questionnaire accompagnant les œuvres exposées, un pas en avant est fait vers un problème qui est loin d'être résolu : celui des rapports entre l'artiste et le travailleur de l'usine. Les organisateurs sont actuellement en train de recueillir auprès du public une importante documentation sonore, visant à élargir le débat. Une fois la somme de ce qui a été réalisé dans cette galerie connue, nous aurons les réponses des artistes et de leur public. Il manque maintenant les réponses de ceux que concerne ce questionnaire, c'est-à-dire :

— Des classes bourgeoises non concernées par l'art.

— Du peuple qui ne se sent pas concerné par l'art, c'est-à-dire, en gros, des ouvriers. Nous engageons donc fortement les promoteurs de ces « questions » à se rendre dans les usines et les ateliers, leurs toiles sous le bras, et à interroger directement « le peuple ».

La galerie « Art Socio-Expérimental » maintiendra son exposition tous les jours sauf le lundi, jusqu'au 29 janvier 1964. Il est souhaitable que nous soyons nombreux à connaître cette exposition, ne serait-ce que pour pouvoir donner les réponses libertaires à ces questions.

Erratum

Dans le dernier numéro du « M.L. » une ligne sautée a rendu peu compréhensible un paragraphe de l'article sur « La théorie de l'évolution ». Le texte complet de ce paragraphe (le 4^e de la 3^e colonne, p. 12) était le suivant :

« Cela étant entendu, déplorons que l'auteur n'ait pas insisté sur le grand gaspillage qui se pratique dans la nature. Le mot « gaspillage » étant évidemment utilisé comme image : en fait, on note une sorte de bouillonnement, de débordement, d'exploration du nombre énorme de possibilités offertes par les lois de liaison entre les éléments et les associations d'éléments. »

LA PROCHAINE ÉTAPE

par
Louis
CHAVANCE

Si l'on étudie d'un point de vue sémantique, c'est-à-dire conformément au sens des mots, les termes « évolution » et « révolution », on aperçoit une nuance nouvelle, une différence fondamentale qui n'a pas été, semble-t-il, suffisamment soulignée par les sociologues.

Sans remonter aux Gracques, ni à Spartacus, on se rend compte dans l'histoire des derniers siècles, que la révolution a pour caractère essentiel de sauter une étape dans l'évolution normale des événements. C'est ainsi que la révolution anglaise contre les Stuart passa directement, sous l'influence de Cromwell, de la monarchie absolue à une sorte de république autoritaire. Dans la suite, les Îles Britanniques revinrent à la monarchie parlementaire, régime qu'elles conservent aujourd'hui, mais il n'empêche que la révolution avait « enjambé » une phase de l'évolution.

En France, la prise de la Bastille eut pour résultat de sauter l'étape de la monarchie parlementaire, ce qui est un fait incontestable, même si l'on souligne que la République subit l'épreuve de l'Empire et des différentes Restaurations. Il fallut près d'un siècle pour arriver à la république parlementaire et les incidents consécutifs à la guerre d'Algérie, qui semblent instaurer une république autoritaire, ne sont qu'une ondulation imperceptible dans le fil de l'histoire.

En Russie, la Révolution d'Octobre sauta l'étape de la démocratie parlementaire, par-dessus la tête des Mencheviks, pour aboutir à une situation confuse parce qu'actuelle (le présent est toujours confus) mais que les dirigeants soviétiques baptisent du terme impropre de « dictature du prolétariat ».

La situation présente, stabilisée dans un équilibre précaire, peut durer plus ou moins longtemps. La République des Soviets peut évoluer vers plus de libéralisme ou plus d'autoritarisme,

il n'en reste pas moins qu'elle constitue une étape, située dans un passé récent, mais qui demeure pourtant un passé. Il est permis de se demander quel sera le sens futur de l'évolution ou de la révolution.

Si l'on raisonne par analogie, ce qui n'est pas une si mauvaise méthode de pensée dans un domaine essentiellement conjectural, on constate d'abord qu'il n'est pas un courant qui ne se réclame du « socialisme », pris dans son sens le plus large, c'est-à-dire allant du réformisme au communisme. Ceci constitue le courant naturel de l'évolution.

Mais si une révolution éclatait quelque part dans le monde, quelle étape aurait-elle à sauter ? Il est bien évident qu'une révolution authentique sauterait à « enjamber » l'étape du communisme autoritaire pour déboucher directement dans la phase du socialisme libertaire.

Naturellement cette prévision n'a rien d'une prophétie. Une guerre, un conflit nucléaire peuvent changer radicalement les données du problème. Tout au plus s'agit-il d'une « tendance » au sens où l'entendent les analystes boursiers. Il convient cependant d'en tenir compte, ne serait-ce que pour éviter le destin sanglant des grandes convulsions populaires et pour empêcher que des fanatismes inconscients n'installent en permanence la guillotine place de la Concorde et ne transforment les réverbères en autant de potences. Il ne faut pas se dissimuler pour autant que l'accouchement ne se fera sans douleur.

Quand aura-t-il lieu ? Dans un an, dans un siècle, qui saurait le dire ? On constate pourtant dès à présent des signes précurseurs d'une évolution dans ce sens. La décentralisation, les avis de plus en plus écoutés des conseils économiques, l'évolution étrange des structures syndica-

les, autant de signes qui ne trompent pas, d'une marche dans le sens des idées libertaires.

Cette évolution empêchera-t-elle une révolution ? Il serait naïf de le croire, mais il importe dès à présent d'être conscient des conditions de l'avenir qui exigeront un sens aigu des responsabilités et une aptitude à accueillir les situations nouvelles les plus imprévisibles sans en être surpris ni désorienté.

Il va de soi que ces conditions exigent un effort considérable d'éducation. La jeunesse ne peut compter sur l'aide des universitaires, éblouis par les miroirs trompeurs du marxisme ou abrutis par de longues vacances, ni sur l'appui de la famille, ignorante de problèmes dont elle ne soupçonne même pas l'existence. Au surplus une connaissance étendue de ces questions les supprimerait *ipso facto* et les remplacerait par d'autres que nous ne pouvons même pas deviner.

Quelle attitude adopter en présence de ce phénomène sociologique ? Savoir bien le reconnaître et le définir ; l'étudier dans les milieux capables de le comprendre ; en faire un objet de réflexion et non de propagande.

Il va de soi qu'on trouverait les mêmes caractères dans les phénomènes économiques et techniques. La révolution du machinisme au XIX^e siècle, celle de l'automatisme de nos jours présentent aussi ce caractère fondamental de sauter une étape dans l'évolution naturelle des événements.

Il n'est guère de défaut plus grave que l'ignorance, si ce n'est celui de l'imprévoyance. On ne peut dire dans quelle partie du monde se produiront des événements décisifs, mais s'il est vrai qu'un homme prévenu en vaut deux, ceux qui sauront que la prochaine étape sautera probablement la phase du marxisme verront doubler leurs effectifs.

Classiques de l'anarchisme

CORRESPONDANCE D'ÉLISÉE RECLUS

Aux compagnons de « La lutte sociale », organe communiste-anarchiste, à Lyon. (1)

Samedi 28 août 1886.

Compagnons,

Vous me demandez quelques paroles de solidarité pour l'œuvre que vous allez entreprendre. Je vous les donne de tout cœur, même sans avoir votre programme. Vous êtes anarchistes, communistes, révolutionnaires ; cela me suffit, car nous pouvons différer en mille points de détail en restant d'accord sur le but à poursuivre ; anarchistes, vous combattez tout pouvoir, qu'il soit religieux, politique ou patronal ; vous niez toute loi imposée pour ne reconnaître que les lois naturelles provenant du fonctionnement même de la vie ; communistes, vous revendiquez pour tous la propriété détenue par les usurpateurs ; vous considérez comme vôtres les champs et les mines, les cités, les chemins de fer, les navires, les entrepôts et tout ce qu'ils contiennent ; révolutionnaires, vous n'attendez que le moment de mettre la force individuelle ou collective au service du devoir et, dans cette période de préparation, vous faites l'œuvre de révolte intérieure en vous débarrassant de tout préjugé, en vous débarrassant des vieilles habitudes de l'obéissance lâche, de la bête résignation et de l'égoïsme vil.

Votre journal est fait pour affirmer les convictions et les volontés. Salut à vous !

Tout ira bien, parce que vous serez sincères. Vous n'aurez point de politique à faire, point d'intrigues à lancer, de jeu de bascule à préparer pour tromper les suffrages, point d'amis à caser, point de protecteurs à flatter, pas de mensonges à dire.

Vous n'avez point à substituer votre gouvernement à celui des autres ;

vous ne cherchez point à renverser les maîtres pour devenir maîtres à votre tour.

Quels que soient les changements amenés par le temps dans l'évolution personnelle de chaque individu vous offrez du moins cette garantie que vous vous proclamez d'avance indignes et traîtres s'il vous arrivait jamais de prendre pour vous une part de ce pouvoir que vous combattez aujourd'hui sous toutes ses formes, et moins dans les hommes qui le représentent que dans son essence même. Vous proclamez que le pouvoir est corrompueur : en même temps, vous vous rangeriez parmi les corrompus si une seule ligne de votre journal favorisait la moindre usurpation. Point de milieu : « ou anarchiste, ou traître », tel est le dilemme dans lequel nous sommes enfermés.

... C'est par le caractère personnel qu'on fait la véritable propagande. Les meilleures idées exposées par des impuissants et des faibles paraissent être sans force et sans vertu. A vous de les mettre en relief, de les faire accueillir d'avance avec sympathie, grâce à l'élan de votre courage, à la hauteur de votre pensée et à la dignité de votre vie.

Elisée RECLUS.

■
Lettre retrouvée telle quelle dans les papiers d'Elisée Reclus, sans le nom du destinataire (2).

18 juillet 1892.

Monsieur,

... Oui, je suis anarchiste et les épithètes de « fou » et de « détraqué » que mes opinions m'attirent, ne me chagrinent point. Ceux qui ont fait « un pacte avec la mort » n'ont pas à s'inquiéter de traits inoffensifs. Qu'est-ce que l'anarchie ? « La vie sans maîtres » pour la société aussi bien que pour l'individu, l'accord social, provenant non de l'autorité et

de l'obéissance, de la loi et de ses sanctions pénales, mais de l'association libre des individus et des groupes, conformément aux besoins et aux intérêts de tous et de chacun. Celui qui commande se déprave, celui qui obéit se rapetisse. Des deux côtés, comme tyran ou comme esclave, comme préposé ou comme subordonné, l'homme s'amoindrit. La morale qui naît de la conception actuelle de l'Etat, de la hiérarchie sociale, est forcément corrompue. « La crainte de Dieu est le commencement de la sagesse », nous ont enseigné les religions, elle est le commencement de toute servitude et de toute dépravation, nous dit l'histoire.

Certes, si vous voulez « réussir dans le monde », ne soyez point anarchiste. Obéissez gentiment, vous arriverez peut-être à commander un jour. Vous aurez des valets, et des pleutres bien-dront vous dire que vous êtes beau et que vous avez du talent. Mais si vous tenez, avant tout, à savoir la vérité et à régler votre vie d'après elle, pensez pour vous-mêmes, passez les ordres reçus, les conventions et les formules traditionnelles, les lois faites pour protéger le riche et pour émasculer le pauvre, soyez votre propre professeur et votre maître, et peut-être qu'on vous appellera « fou », « détraqué », mais au moins votre vie sera bien votre et vous aurez la joie parfaite de connaître des égaux et des amis.

Elisée RECLUS.

A la rédaction de la « Huelga General » à Barcelone. (3)
Bruxelles, 4 décembre 1901.

Chers camarades,

... Vous vous adressez à moi parce que vous comptez sur mon expérience des hommes et des choses. Eh bien,

en ma qualité de vieillard je m'adresse aux jeunes et leur dis :

... Le révolutionnaire conscient n'est pas seulement un homme de sentiment, il est aussi un homme de raison dont tous les efforts en vue de plus de justice et de solidarité s'appuient sur des connaissances exactes et synthétiques d'histoire, de sociologie, de biologie, qui peut, pour ainsi dire, incorporer ses idées personnelles dans l'ensemble générale des sciences humaines et affronter la lutte, soutenue par l'immense force qu'il puisera dans ses connaissances.

Ni patron, ni chef, ni apôtre au langage considéré comme parole d'Évangile ; fuyez les idoles et ne cherchez que la seule vérité dans les discours de l'ami le plus cher, du plus savant professeur. Si, l'ayant entendu, vous conservez quelque doute, descendez dans votre conscience et recomposez l'examen pour juger en dernier ressort.

Donc repoussez toute autorité, mais s'astreindre au respect profond d'une conviction sincère, vivre sa propre vie, mais si vous vous lancez dans la mêlée pour vous sacrifier en défendant les humilités et les offensés c'est bien, compagnons, affrontez noblement la mort. Si vous préférez le lent et patient labeur en vue d'un meilleur avenir, c'est mieux encore, faites-en l'objectif de chacun des instants d'une vie généreuse. Mais si vous choisissez de rester pauvres parmi les pauvres, en complète solidarité avec ceux qui souffrent, que votre existence s'irradie en lumière bienfaisante, en parfait exemple, en fécond enseignement.

Elisée RECLUS.

- (1) Correspondance, tome II (1870-1889).
- (2) Correspondance, tome III (1889-1905).
- (3) Correspondance, tome III (1889-1905).